

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1699 - 2 février 2001 - prix : 9F

**Après le succès des  
journées des 25 et 30 janvier**

**public-privé,  
tous ensemble,  
faisons reculer  
patrons et  
gouvernement !**

M 6189 - 1699 - 9,00 F





## SOMMAIRE

### Leur société

- 4 - Retraites: le Medef toujours à l'offensive
  - Mort lente pour les militants d'Action Directe
- 5 - Les raisons de la colère des fonctionnaires
  - USA: les conséquences du ralentissement économique
- 6 - Cour des comptes et gaspillage capitaliste
- 11 - Lille: la lutte des pompiers

### Tribune

- 6 - Porto-Alegre: quand l'anti-mondialisation s'institutionnalise

### PCF

- 7 - L'Humanité licencie et ouvre son capital
  - La presse sous la coupe des patrons

### Dans le monde

- 8/9 - Espagne: le gouvernement et le patronat contre les immigrés
  - Belgique: surenchère du gouvernement sur l'extrême droite
  - Le cynisme du Conseil de l'Europe à propos de la guerre en Tchétchénie
- 10 - Jospin rassure les patrons de l'île de la Réunion
  - Comores: la situation catastrophique dans l'île d'Anjouan
- 16 - Inde: catastrophe naturelle, incurie et profits meurtriers

### Dans les entreprises

- 12 - Nouvelle journée de lutte à Alstom
  - La mort d'un grand bourgeois: Charles Mérieux
- 13 - Le nouveau contrat EDF-Etat
- 14 - Danone, les travailleurs en lutte
  - Les travailleurs des mines de Potasse d'Alsace s'adressent aux Peugeot
  - Grève des intérimaires à la Poste du Bourget

### Lire et voir

- 15 - Voir: Capitaines d'Avril de Maria de Medeiros
  - Lire: Les jours sombres de Fey Von Hassel

# PROCHAINES RÉUNIONS PUBLIQUES de soutien aux listes Lutte Ouvrière aux élections municipales avec Arlette LAGUILLER

## • CHERBOURG

avec Régine MROWKA  
Jeudi 1<sup>er</sup> février à 20 heures  
Salle polyvalente Complexe Chantereyne

## • CHARTRES

avec Marie-José AUBERT  
Vendredi 2 février à 20 h 30  
Salle Jehan-de-Beauce (Mairie)

## • REIMS

avec Thomas ROSE  
Dimanche 4 février à 16 h 30  
Salle des Chatillons Boulevard des Phéniciens

## • ANGERS

avec Marie-Louise DUPAS et Robert CERISIER  
Mardi 6 février à 20 h 30  
Centre de Congrès Boulevard Carnot

## • ORLÉANS

avec Christiane HAUCHERE et Patrick LAMIABLE  
Mercredi 7 février à 20 heures  
Salle Eiffel - 15, rue de la Tour-Neuve

## • COMPIÈGNE

avec Jean-Marc ISKIN  
Jeudi 8 février à 20 heures  
au Centre de rencontres de la Victoire

## • LIMOGES

avec Claudine ROUSSIE  
Vendredi 9 février à 20 h 30  
Salle du temps libre (derrière la mairie)

## • MÉRIGNAC

avec Nelly MALATY  
Samedi 10 février à 20 h 30  
au Krakatoa 3, avenue Victor-Hugo

## • MULHOUSE

avec Françoise RUCH  
Jeudi 15 février à 20 h 30  
Salle de la Bourse

## • CHALON-SUR-SAÔNE

avec Pascal DUFRAIGNE  
Vendredi 16 février à 20 heures  
Salle du Clos-Bourguignon

## • SAINT-NAZAIRE

avec Jean-Claude SAINT-ARROMAN  
Mercredi 21 février à 20 h 30  
Maison du Peuple de Saint-Nazaire Place Marceau

## • ROUEN

avec Gisèle LAPEYRE  
Vendredi 23 février à 20 h 30  
Halle aux Toiles

## • MARSEILLE

avec Sylvie MOYEN  
Samedi 24 février à 15 heures  
Salle le Château-des-Fleurs 16, bd Michelet Métro Rond-Point-du-Prado

## • LILLE

avec Nicole BAUDRIN  
Lundi 26 février à 20 heures  
Salle du Gymnase Place Sébastopol

## • LE MANS

avec Yves CHEERE  
Mercredi 28 février à 20 heures  
Salle des Concerts 56, rue du Port (près de la médiathèque)

## • GRENOBLE

avec Roland CALMEL  
Jeudi 1<sup>er</sup> mars à 18 h 30  
Alpexpo - tram ligne A - arrêt Alpexpo

## • PARIS

Vendredi 2 mars à 20 h 30  
Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor à Paris (5<sup>e</sup>) Métro: Maubert-Mutualité

## • TOURS

avec Etienne CHERBLANC, J-Jacques PRODHOMME et Michel DEGUET  
Mardi 6 mars à 20 h 30  
Salle polyvalente des Halles Place Gaston-Pailhou

## • LYON

avec Marie-Christine PERNIN  
Mercredi 7 mars à 20 h 30  
Mairie du 6<sup>e</sup> Salle Victor-Hugo 33, rue Bossuet (métro Masséna)

## AUTRES RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

**PANTIN** (Seine-Saint-Denis) avec Armonie BORDES  
Vendredi 2 février à 20 h 30  
Maison de quartier du Haut-Pantin 42-44, rue des Pommiers

**LES LILAS** (Seine-Saint-Denis) avec Dominique PETITJEAN  
Jeudi 22 février à 20 h 30  
Gymnase Liberté 30, bd de la Liberté

**COLOMIERS** (Haute-Garonne) avec Michèle PUEL et Jacqueline SANTI  
Mercredi 28 février à 20 h 30  
Centre associatif, salle n° 5 Place du Cantal à Colomiers

Alors que des listes de Lutte Ouvrière sont en voie de constitution dans de nombreuses villes, l'Agence France-Presse a reproduit une déclaration de la LCR selon laquelle une liste commune LO-LCR serait constituée à Arles. Il s'agit d'une information erronée. Nous en profitons pour rappeler qu'il n'y aura aucune liste commune LO-LCR dans ces élections municipales.

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org e-mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmielewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 13400 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

## SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

## ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
	1 an	6 mois	
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: .....  
PRÉNOM: .....  
ADRESSE: .....  
CODE POSTAL et VILLE: .....  
COMPLÈMENT D'ADRESSE: .....  
Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de: .....  
(rayer la mention inutile).  
Ci-joint la somme de: .....  
Règlement:  
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.



## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins  
d'entreprise du 30 janvier 2001

# APRÈS LES 25 ET 30 JANVIER, QUELLE SUITE ?

■ Après le succès de la journée du 25 janvier, celui de la journée de la Fonction publique le 30 janvier, contre la politique salariale du gouvernement, mesure l'ampleur du mécontentement des salariés, tous secteurs confondus.

Les fonctionnaires s'insurgent, à juste titre, contre les dérisoires propositions de leur ministre Sapin, qui leur propose une augmentation de 0,5 %. Une misère, quand on sait que leur pouvoir d'achat a considérablement régressé depuis 1982. On voudrait nous faire croire qu'ils sont des privilégiés. Privilégiés les aides-soignantes, les infirmières, les postiers, les cheminots, les instituteurs ? Alors que plus de la moitié d'entre eux gagnent moins de 9 600 F net par mois pour accomplir des tâches indispensables à la collectivité ! Des milliardaires comme le baron Seillière ou son acolyte Kessler et leurs porte-parole osent le prétendre et prétendre même qu'ils seraient trop nombreux. Mais on sait, dans les milieux populaires, que c'est un mensonge colporté par des nantis.

Si le gouvernement refuse l'augmentation des salaires de ceux qui dépendent de lui, c'est bien sûr pour disposer de milliards destinés au patronat. Mais c'est aussi pour montrer qu'il sait rester ferme sur les salaires afin d'empêcher tout risque de contagion à l'ensemble des salariés. Le refus de Jospin-Sapin est une autre

façon de venir en aide au patronat.

Cette connivence entre patronat et gouvernement illustre la nécessité d'une convergence des luttes de tous les salariés. Ceux de la Fonction publique veulent des augmentations de salaires substantielles qui ne soient pas des aumônes. C'est aussi le cas des salariés du secteur privé, à qui on a menti des années durant en leur disant que la situation des entreprises nécessitait qu'ils se sacrifient. Eux aussi doivent revendiquer de substantielles augmentations de leurs salaires.

Pour ce qui concerne la retraite, là encore, les intérêts de l'ensemble des salariés sont communs. Le Medef invoque hypocritement l'inégalité entre la Fonction publique qui ne cotise que 37 ans et demi, et le secteur privé qui doit cotiser 40 ans. Il feint d'oublier que c'est Balladur qui a rompu cette égalité, en imposant l'augmentation de la durée de cotisation nécessaire dans le secteur privé. Si ces messieurs étaient soucieux d'égalité, pourquoi ne ramèneraient-ils pas la durée de cotisation à 37 ans et demi pour tous ? Et si, à terme, les caisses de retraite se vidaient, il suffirait de prendre l'argent sur les plantureux profits des patrons, qui se sont enrichis grâce aux gains de productivité considérables et à l'accroissement de l'exploitation des travailleurs. Il y aurait largement de quoi procurer à l'ensemble des travailleurs en activité ou en retraite de quoi bien vivre.

Mais ce n'est pas la voie que prend le gouvernement, qui se prépare au contraire à reculer l'âge de la retraite dans la Fonction publique.

Les revendications essentielles de tous les salariés sont les mêmes. Ensemble, ceux du public et ceux du privé, ils constituent une force qui pourrait faire céder le front commun du patronat et du gouvernement. Les succès des journées de cette fin janvier démontrent que le monde du travail sait réagir lorsqu'on le lui propose.

Il serait logique que l'action se poursuive et s'élargisse. Au lieu de cela, les directions syndicales temporisent. Il a suffi que Nicole Notat se déclare satisfaite de la possibilité de reprendre les négociations avec le Medef pour que les dirigeants des autres syndicats utilisent cela comme alibi pour ne rien proposer de plus, versant quelques larmes sur l'unité perdue, et se félicitent à leur tour de la reprise du dialogue. Pourtant rien n'empêcherait que les plus décidés entraînent ceux qui le sont moins, au lieu que ce soit l'inverse.

Les travailleurs ont su réagir. Mais ils ne peuvent pas se contenter de laisser leur avenir entre les mains de ceux qui, dirigeants syndicalistes ou politiciens de gauche, prétendent les représenter.

Il est indispensable qu'ils s'occupent eux-mêmes de leur sort.

Arlette LAGUILLER



# Retraites LE MEDEF TOUJOURS À L'OFFENSIVE

Le 25 janvier, appelées par l'ensemble des organisations syndicales, les manifestations contre les projets du Medef sur les retraites ont rassemblé dans la plupart des grandes villes du pays des dizaines et des dizaines de milliers de personnes. Dans un très grand nombre d'entreprises privées, les débrayages ont été pratiquement unanimes. Cela a été enregistré comme un incontestable succès par les médias comme par tous les participants.

Pourtant, au lendemain, le patron des patrons, Seillière, n'avait rien perdu de son arrogance et déclarait que le Medef n'avait pas l'intention de changer quoi que ce soit à son projet, tout en se disant prêt à rouvrir les négociations.

Sur cette base, tout récemment, Denis Kessler, le second du Medef, s'est adressé à ceux qu'il appelle « nos amis partenaires syndicaux » pour les inviter à de nouvelles discussions sur les retraites, avant le 10 février prochain. Il a été précisé qu'il n'était pas question de toucher au principe de la

remise à plat du régime des retraites complémentaires mais qu'il était toujours possible de discuter sur les modalités et les façons de faire en sorte que les patrons payent moins... et que les salariés, ou l'Etat, payent plus. Aucune des grandes centrales syndicales n'a franchement décliné l'invitation.

Le Medef, ce parti du grand patronat, maintient donc ses positions face à ce qu'il déclare être « le problème des retraites » en général et des régimes généraux des retraites complémentaires en particulier, l'Arrco (pour tous les salariés) et l'Agirc (pour les cadres). Il veut imposer aux salariés 45 ans de cotisation pour avoir droit à une retraite à taux plein et a appelé les patrons à ne plus approvisionner le fonds qui gère les retraites complémentaires, pour les retraités actuels ayant moins de 65 ans. Si cet appel était suivi d'effet, cela signifierait à brève échéance pour l'ensemble des préretraités et des retraités actuels une amputation pouvant atteindre plus de 20% de la part complémentaire de leurs pensions, pensions considérées cependant comme garanties au moment où ils ont cessé de travailler. C'est dire que pour un grand nombre de travailleurs retraités aujourd'hui, le projet du Medef fait peser une menace grave sur leurs conditions de vie.

Les patrons ne veulent pas payer, ne veulent pas prendre sur les profits considérables qu'ils ont réalisés grâce à la sueur des retraités d'aujourd'hui. Le plus souvent relayés par les médias, ils répètent à satiété qu'il y a un problème démographique, que le « papy boom » va vider les caisses de retraite, qu'il n'y aura bientôt plus assez de travailleurs au travail pour, selon le langage des patrons, entretenir les travailleurs à la retraite.

Ils parlent de l'allongement de la durée de la vie comme d'une catastrophe et oublient de parler de tous les travailleurs

qui, aujourd'hui, n'arrivent pas jusqu'à l'âge de la retraite ou n'en profitent que très peu de temps parce qu'ils ont été tellement exploités qu'ils arrivent à la retraite usés et malades. C'est le cas de bien des travailleurs à la chaîne, de tous ceux qui occupent des postes à la production, sur les chantiers, ceux à qui reviennent tous les sales boulots du bâtiment, des mines, de la construction navale, des faïenceries, etc.

Les patrons ne parlent évidemment jamais non plus des gains de productivité, qui font en sorte que chaque travailleur produit beaucoup plus de richesses qu'il y a ne serait-ce que dix ans, permettant de compenser largement l'augmentation du nombre des retraités, tout en assurant à ces derniers des revenus corrects. Et si au lieu de continuer à licencier, de laisser plus de deux millions de travailleurs au chômage, les patrons embauchent et payent des salaires corrects, le prétendu problème posé par les retraités et même les pré-retraités ne se poserait pas. Il serait même tout à fait possible d'avancer largement l'âge du départ en retraite au lieu de se proposer l'aberration de le reculer tout en laissant des dizaines de milliers de jeunes faire la queue dans les ANPE.

Mais les hommes du Medef ne l'entendent pas ainsi. Non seulement ils ne veulent pas payer un sou de plus et faire face à l'augmentation du nombre de retraités, mais ils veulent payer encore moins qu'ils ne déboursent à l'heure actuelle.

Face à cette politique offensive du patronat, le gouvernement Jospin ne dit rien et les confédérations syndicales préparent seulement... leur retour à la table des négociations. Parfois en faisant mine d'avoir des réticences, ou d'avoir d'autres projets, comme la CFDT qui annonce qu'à son avis « une réforme globale est nécessaire, pour tous les régimes », débordant en quelque sorte le Medef sur sa



Photo LO

droite. Mais aucune direction syndicale n'a visiblement l'intention de donner à la journée du 25 janvier une autre suite que cette perspective de nouvelles négociations.

Pourtant, ce 25 janvier, dans la rue, des centaines de milliers de manifestants ont montré ce qu'ils pensaient des projets du baron Seillière et consorts. Et il n'y a que de cette façon, par les armes qui sont celles des travailleurs, par la grève, dans les entreprises, les bureaux, sur les chantiers et dans les ateliers, dans la rue, qu'il sera possible de faire ravalier leurs projets à tous les patrons. C'est cette contre-offensive-là qu'il faut préparer.

Lucienne PLAIN



Marseille

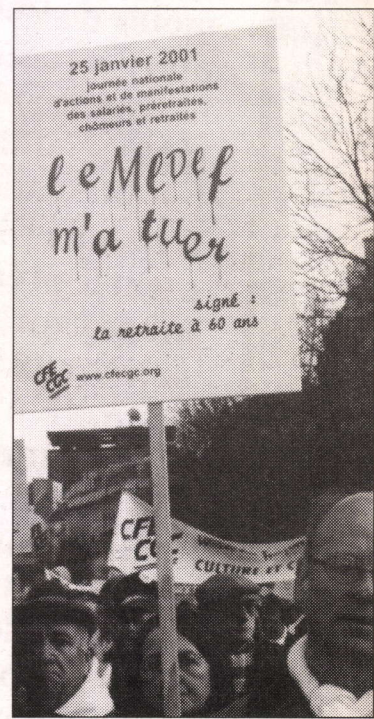


Clermont-Ferrand



Paris

Photos LO



LO

## Les militants d'Action Directe condamnés à la mort lente

Mercredi 24 janvier, le collectif « Ne laissons pas faire » a de nouveau attiré l'attention sur le sort de quatre militants d'Action Directe, incarcérés depuis quatorze ans et soumis à des conditions de détention particulièrement révoltantes.

Jean-Marc Rouillan,

Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Joëlle Aubron, qui ont revendiqué plusieurs assassinats – dont celui du Pdg de Renault – dans les années 1985 et 1986, ont été condamnés à la prison à vie, assortie de longues peines de sûreté. Depuis, ils sont soumis à un traitement particulière-

ment inhumain et dégradant; un régime qui a tout d'une condamnation à la mort lente.

C'est pour dénoncer le sort particulier et la peine dans la peine que subissent depuis quatorze ans ces militants, que Jean-Marc Rouillan et Joëlle Aubron ont entamé une nouvelle grève de la faim. Ils récla-

ment notamment la prise en charge dans une structure adaptée de Georges Cipriani, qui a sombré dans la folie à la prison d'Ensisheim, et au moins un suivi médical pour Nathalie Ménigon, qui a déjà fait deux accidents vasculaires cérébraux et en est sortie gravement handicapée.

Alors que le temps presse – Rouillan a cessé de s'alimenter depuis le 14 décembre – le gouvernement continue à faire la sourde oreille. Par son silence et sa non-intervention, il prend ainsi délibérément la responsabilité de mettre la vie des condamnés en danger.



# Fonctionnaires LES RAISONS DE LA COLÈRE

«Les fonctionnaires veulent encore plus» titrait le *Figaro* dans son édition du 30 janvier, ce quotidien voulant, tout comme les représentants du gouvernement d'ailleurs, faire passer les salariés du public pour trop gourmands en matière de salaires. Les uns comme les autres veulent les faire passer pour des privilégiés en terme de statut, de rémunérations et de retraite. La réalité est pourtant bien loin de ces affirmations démagogiques.

Aux dires de Sapin, le ministre de tutelle, les fonctionnaires devraient se contenter d'une augmentation de 0,5% pour l'année 2000. C'est trois fois moins que l'inflation officielle et, surtout, c'est oublier qu'au fil des ans leur pouvoir d'achat n'a cessé de se dégrader. A tel point qu'en juillet dernier, le premier échelon indiciaire s'est retrouvé en dessous du Smic. Quant aux agents administratifs et aux ouvriers d'Etat, ils doivent se contenter d'un salaire tournant entre 5 900 et 6 100 F en début de carrière. Les cadres et les

apparentés à la catégorie «A» de la Fonction publique ne sont pas mieux lotis puisqu'ils ont vu leur salaire d'embauche passer en une dizaine d'années de 1,5 à 1,3 fois le Smic.

Le mythe des «privilégiés» tombe d'autant plus rapidement que l'on regarde de près les salaires des agents de la Fonction publique. Selon un rapport officiel en effet, 10% d'entre eux, plus particulièrement parmi les agents administratifs et les agents des services techniques, gagnaient en 1998 un salaire net inférieur à 6 700 F et 48% gagnaient moins de 9 643 F par mois. Les statistiques de l'Insee vont dans le même sens en établissant que les 1,2 million d'agents des collectivités territoriales gagnent en moyenne 25% de moins que dans le privé.

Quant aux primes, souvent versées en contrepartie de contraintes liées à la fonction, elles peuvent en partie masquer la faiblesse du traitement de base et surtout éviter au gouvernement d'augmenter directement le salaire de base. De Bérégovoy à Jospin, en passant par Balladur et Juppé, il n'est guère de gouvernement qui n'ait eu recours à ce genre d'artifice. Au point que la part des primes et des indemnités dans les rémunérations est



Manifestation de la Fonction publique du 30 janvier à Paris.

passée de moins de 12% en 1982 à 20% aujourd'hui. Et ce système n'est pas sans effet néfaste notamment sur le niveau des retraites, puisque les primes ne sont pas prises en compte pour le calcul de celles-ci. Du coup, il n'est pas rare de voir un agent de l'Etat gagnant plus de 8 000 F par mois partir avec une retraite de seulement 5 700 F.

Quant au mythe de l'emploi stable, il n'a pas plus de fondement car, de plus en plus, les services dépendants de l'Etat, les administrations et les collectivités locales ont recours à des vacataires et aux contrats

précaires. Ainsi, toujours officiellement, la Fonction publique compterait 11 000 emplois précaires, auxquels il faut ajouter 350 000 emplois-jeunes.

Quant aux milliers d'embauches programmées pour les années à venir, que les uns mettent en avant pour illustrer le laxisme de l'Etat, les autres pour vanter la politique sociale du gouvernement, elles sont loin de faire le compte pour répondre aux besoins dans les hôpitaux, les écoles ou les services chargés d'entretenir le réseau routier. D'autant que, sans même parler de l'application des

35 heures, il faut mettre en parallèle les 700 000 départs en retraite prévus dans la prochaine décennie.

Alors oui, les salariés de l'Etat et des entreprises assimilées ont bien des raisons de descendre dans la rue pour faire entendre leur ras-le-bol et leur colère car, tout comme les salariés du privé, ils subissent une politique antiouvrière, faite de restrictions en matière de salaires comme d'effectifs. Et il n'y a qu'en inversant le rapport de forces qu'ils pourront y mettre un terme.

Roger MEYNIER

## USA

# Le « ralentissement économique » et ses conséquences

**Pas de panique, ce n'est pas la crise, ce n'est qu'un ralentissement, Greenspan, le président de la Fed (la banque centrale américaine) prépare un atterrissage en douceur... C'est ce que déclarait en substance, il y a quelques jours sur France Inter, le «spécialiste» Raymond Barre, cet ancien Premier ministre de Giscard que ce dernier présentait comme le «premier économiste de France».**

Sans attendre que Greenspan annonce que la croissance économique américaine était revenue à 0%, les dirigeants des plus grandes sociétés d'outre-Atlantique ont relancé une vague de licenciements massifs. Chrysler a fait savoir qu'il allait supprimer 26 000 emplois (un cinquième de ses effectifs). 14 000 autres suppressions d'emplois sont prévues chez

General Motors et 13 000 dans le seul secteur de l'Internet, que les admirateurs professionnels ou naïfs du capitalisme présentaient, il y a peu encore, comme le moteur d'une nouvelle et puissante expansion, sinon d'une véritable révolution économique...

On comptabilise «100 000 suppressions de postes en une semaine aux Etats-Unis», titrait à sa Une le quotidien économique français *Les Echos*, mardi 30 janvier, qui précisait que «les entreprises américaines semblent se livrer, depuis une semaine, à une sinistre surenchère en matière de suppressions d'emplois».

En fait, même durant les neuf dernières années où l'économie américaine affichait des chiffres de croissance qualifiés de «brillants» par ce même journal, les licenciements n'ont jamais cessé. Mais ils étaient en partie masqués par la création de nombreux emplois précaires, de ces petits boulots liés ou pas à ce que l'on a appelé la «nou-

velle économie», celle des entreprises d'Internet et autres «start-up» technologiques.

Que ce boom ait reposé en grande partie sur du vent – même s'il a rapporté gros à certains –, on ne l'a que trop vu. Après plusieurs alertes d'ampleur variable, le marché boursier de ces entreprises s'est effondré l'an dernier, les actions des plus grandes d'entre elles perdant jusqu'à 90% de leur valeur en quelques mois. Et c'est le dégonflement brutal de cette sphère hautement, sinon uniquement, spéculative (car, en laissant entrevoir de mirifiques gains à venir, ces entreprises ne produisant rien en étaient arrivées à dépasser la capitalisation boursière des géants industriels américains) qui entraîne à sa suite l'ensemble de l'économie du pays le plus développé de la planète.

Il n'y a pas à pleurer sur ceux des spéculateurs qui y ont laissé des plumes, et sur ceux qui vont encore le faire. La plupart ont sans doute amassé un magot suf-

fisant pour voir venir. Cela d'autant moins que ceux auxquels les actionnaires présentent l'addition sont encore et à nouveau les travailleurs. Ceux auxquels on avait dit que les entreprises de la «nouvelle économie» (et en fait d'une exploitation aussi vieille que le capitalisme) représentaient l'avenir et qu'ils devaient, pour cela, consentir certains sacrifices. Ceux encore plus nombreux – on le voit dans les chiffres de licenciements annoncés – qui travaillent dans les secteurs traditionnels de l'économie américaine et que les patrons de ces entreprises veulent licencier, non pas que celles-ci soient directement affectées par le krach des sociétés dites de nouvelles technologies, mais parce qu'ils prennent ainsi les devants d'une possible sinon probable récession et cherchent à garantir le même taux élevé de profit en réduisant leurs coûts salariaux.

Devant l'ampleur de ce coup d'arrêt de l'économie américaine, les bonnes âmes – qui n'avaient rien vu venir – se

répandent dans les médias en disant qu'une récession n'est pas à craindre. Qu'ils y croient ou pas, qu'ils essayent de conjurer le sort en pratiquant la méthode Coué – pour éviter un vent de panique boursière qui pourrait précipiter une crise, tant le système capitaliste repose sur une forte dose d'irrationalité –, une chose est d'ores et déjà certaine : ce «ralentissement» (pour le moins) de l'économie américaine pourrait ne pas se borner aux frontières des Etats-Unis. Le FMI (Fonds monétaire international), qui en septembre dernier pronostiquait pour 2001 une croissance mondiale de 4,2%, en a rabattu d'un tiers : il ne parle plus que de 3,5%. Et encore, si les événements ne se précipitent pas, si le «ralentissement» ne se transforme pas en récession, voire en crise majeure de cette économie capitaliste destructrice de valeurs, d'emplois, de vies humaines à une échelle jamais vue.

P. L.



Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# PORTO ALEGRE : QUAND L'ANTI-MONDIALISATION S'INSTITUTIONNALISE...

La réunion de Porto Alegre aura été, pour ses organisateurs, un incontestable succès. D'abord le premier Forum Social Mondial aura réussi à apparaître auprès de la presse mondiale comme un contrepoids face à celui des décideurs libéraux et des gouvernants de Davos. Ensuite en réunissant près de 3 000 délégués venus du monde entier, 10 000 participants, environ 1 000 journalistes et près de 350 parlementaires, ce contre-sommet aura au moins fait entendre une voix ou plutôt des voix contestataires, et tranchant avec le discours assommant du capitalisme triomphant.

Mais après Seattle, Prague et Nice, l'objectif de cette initiative ne consistait plus simplement à manifester, mais prétendait construire un contre-projet politique, ou en tout cas esquisser une alternative face à la mondialisation. Force est de constater que les limites et les contradictions d'une telle entreprise sont apparues au grand jour. Les centaines d'organisations représentées n'ont pu arriver au moindre accord final, ni d'ailleurs à structurer davantage un réseau.

Ce qui se jouait à Porto Alegre, ce n'était plus simplement l'expression d'une contestation réelle, mais bel et bien un quiproquo entre des associations représentant des luttes et des résistances à l'offensive capitaliste et un vaste projet de réhabilitation politique de la social-démocratie. Cette dernière d'ailleurs, depuis bien longtemps en panne d'ambitions et même de projets réformistes, ne s'est pas trompée sur l'importance de ce contre-sommet. En plus de l'ONU et du gouvernement américain, la plupart des gouvernements prétendument de gauche et des organisations qui y sont liées ont dépêché des émissaires.

Bien sûr, Jospin a envoyé, pour les choses sérieuses, son Ministre des Finances à Davos et deux obscurs secrétaires d'Etat à Porto Alegre. Il n'en reste pas moins vrai que du Parti Socialiste français au Parti des Travailleurs du Brésil, le Forum était une opération à moindre coût pour tenter de redorer un blason réformiste bien terni par des années de gestion gouvernementale. Et profiter d'un rassemblement hétéroclite allant d'organisations comme le Mouvement des Sans Terres brésiliens à tout un milieu de déçus du réformisme jusqu'à certaines organisations révolutionnaires.

### Entre la misère néolibérale ou la pénurie « participative »...

Bien sûr, des sujets au centre des préoccupations de tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir de la planète et de la société humaine, ont été à nouveau développés : la lutte pour l'annulation de la dette du tiers-monde, la taxation des mouvements de capitaux, l'imposition de normes sociales aux multinationales ou l'interdiction des aliments transgéniques. Mais on n'a pas avancé d'un pas en ce qui concerne la question centrale : comment mettre en place les mesures préconisées ? Et pour cause.

Tristan KATZ

Le numéro 13 (janvier-février) de *Convergences révolutionnaires* est paru. Au sommaire un dossier sur « la vache folle et les dérives de l'agriculture capitaliste », des articles sur le travail de nuit des femmes, le service public d'accueil de la petite enfance, la Corse, l'offensive de Poutine contre les travailleurs russes, la grève à l'imprimerie nationale, les 35 heures dans le trust Axa.

Pour se procurer ce numéro écrire à Lutte Ouvrière, pour la fraction.  
Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

Les vedettes du Forum, Chevènement par exemple, n'étaient pas là pour ça, mais simplement pour la montre. Ou alors pour orienter l'ensemble de ces combats vers des « issues constructives » et pousser à l'institutionnalisation, c'est-à-dire la domestication, des anti-mondialisation. Le budget « participatif » dont s'enorgueillit la municipalité de Porto Alegre qui accueillait le Forum, illustre à plus d'un titre cette ambiguïté : une manière de célébrer la démocratie populaire en occultant le fait que sur la base d'un budget bloqué, cette belle idée revient à gérer la pénurie.

On ne peut, en effet, rendre plus humain un capitalisme, désormais mondial depuis plus d'un siècle, avec de simples aménagements, le plus souvent de façade. La lutte contre les injustices faites aux travailleurs du monde, ne peut se résumer à des discussions visant à convaincre les décideurs de la planète de faire une politique plus sociale et écologique.

On ne peut sérieusement penser une seconde que les paysans ruinés du Tiers Monde, les salariés licenciés par les trusts et un ancien ministre de l'intérieur, fût-il étiqueté « progressiste », ont des intérêts communs. Les délégués français ont eu beau jeu de dénoncer, avec raison, Chevènement pour sa politique envers les sans papiers. On ne peut oublier qu'ils savaient qu'ils se rendaient à une réunion où ils le retrouveraient, lui et deux ministres de Jospin d'ailleurs. N'était-ce pas reconnaître, qu'ils le veulent ou non, que ces personnages avaient bel et bien leur place dans un Forum où il était exclu d'avance de mettre en place une politique contre le capitalisme, mais plutôt de faire semblant de lutter contre ce qui est présenté comme le mal absolu : l'hégémonie américaine.

Le Forum de Porto Alegre n'aura pas, de l'avis même des participants, de conséquence majeure dans l'équilibre des rapports de force entre les exploités et les exploités du monde.

Alors, aucun résultat ? Ce n'est peut-être pas tout à fait vrai, même si ce n'est pas ceux que l'on avait fait miroiter. Déjà on parle pour les élections présidentielles d'une nécessaire réaction citoyenne au premier tour (car au second il ne fait pas de doute pour tous ces politiciens qu'il ne peut y avoir qu'un champion... Lionel Jospin lui-même). Si José Bové pour l'instant décline toute proposition, d'autres se chargent pour lui de lui inventer un avenir ou des ambitions. Lui ou un autre d'ailleurs. Robert Hue n'exclut pas de laisser la place à un candidat de la société civile pour créer un « élan populaire et social ». Les Verts, bien que divisés, verraient d'un bon œil une telle opération pour rabattre un peu de l'arrogance du Parti Socialiste.

La juste révolte peut être parfois détournée vers des chemins bien traditionnels. A force de critiquer les effets plutôt que les causes des injustices, à force de proposer d'améliorer le capitalisme plutôt que le renverser, on revient inexorablement vers les vieilles recettes réformistes : changeons le monde, doucement, pas beaucoup, ... avec des élections.

## Leur société

### Cour des comptes

# Quelques cas de gaspillage épinglés ET LE GASPILLAGE PERMANENT AU PROFIT DES CAPITALISTES

La Cour des comptes - cet organisme chargé de contrôler les dépenses de l'Etat - a rendu son rapport annuel le 24 janvier et, comme chaque année, elle relève un certain nombre de « dysfonctionnements », c'est-à-dire de gaspillages de l'argent public.

Par exemple, l'organisation de la Coupe du monde de football, en 1998, a coûté au contribuable 10 milliards de francs, ce qui fait un peu cher du prestige ! Les « balladettes » et « jupettes », ces primes versées aux constructeurs automobiles pour leur permettre de relancer le marché en baissant le prix de vente, se sont montées à 8,8 milliards de francs, sans pour autant atteindre leurs objectifs, en ce qui concerne les secondes.

Pour les demandeurs d'asile aussi, la Cour des comptes a un point de vue critique, mais purement comptable il est vrai. Selon elle, les « procédures complexes, les internements multiples et les crédits dispersés » font que l'OFPRA (l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) prend du retard dans les délais pour examiner les cas, qui sont passés en quelques années de

Certaines collectivités locales aussi sont épinglées, notamment pour avoir renouvelé des contrats par anticipation, pour les services de l'eau ou de l'assainissement, avant que ne paraisse la loi de janvier 1993 les obligeant à la « transparence ». Mais cette année, élections municipales obligent, elles ne sont pas citées afin, affirme la Cour des comptes, de ne pas pénaliser celles qui ont été contrôlées par rapport aux autres ! Mais pourquoi les électeurs de ces communes n'auraient-ils pas le droit de savoir ce qui a été fait, et en l'occurrence mal fait, avec l'argent de leurs impôts ? On est loin de la transparence affichée.

Cette année, la Cour des comptes a examiné 23 cas. Mais dans combien d'autres se produisent des irrégularités ? Et puis, les rapports qui se succèdent annuellement n'ont guère modifié les façons d'agir des acteurs



« Balladettes » et « jupettes » ont engraisé les constructeurs au détriment de l'Etat.

deux à six mois, allongeant les séjours dans les centres d'accueil et, pire, ne se donnant pas la peine d'examiner sérieusement les demandes. C'est ainsi qu'un cinquième des demandeurs d'asile rejetés sont finalement repêchés lorsqu'ils font appel devant une commission.

Un autre aspect du rapport de la Cour des comptes concerne la baisse des crédits dans certains secteurs pourtant indispensables. C'est ainsi que le réseau routier national est insuffisamment entretenu, rendant certaines voies dangereuses. Le Conservatoire de la Forêt Méditerranéenne a aussi vu ses crédits affectés à la prévention des incendies passer de 100 à 60 millions par an, pour les reporter sur l'achat de matériel lourd, plus spectaculaire, ou de dépenses de carburant qui ne devraient pas être dans son budget, alors que les trois quarts des 20 000 kilomètres de pistes coupe-feu ne sont pas entretenus.

et des bénéficiaires du système, et on entend rarement dire que la barre a été redressée lorsqu'un établissement public est mal géré, ni que l'Etat demande à ceux qui ont été indûment arrosés de rembourser les pots-de-vin.

De toute façon c'est en permanence que l'argent de l'Etat est gaspillé, sans que l'on parle alors de « dysfonctionnements », qu'il s'agisse de subventions ou de cadeaux fiscaux faits aux entreprises sous prétexte de « préserver l'emploi », ou bien de commandes coûteuses et inutiles à la population, comme les commandes d'armement ou la construction du porte-avions *Charles-de-Gaulle*, par exemple. Cela, c'est le fonctionnement normal, régulier, du capitalisme. Dans le même temps, l'Etat n'offre que 0,5% d'augmentation de salaire aux fonctionnaires et leur demande de modérer leurs revendications salariales...

Marianne LAMIRAL



# « L'HUMANITÉ » LICENCIÉE ET OUVRE SON CAPITAL AUX PATRONS

La direction de *L'Humanité* vient d'annoncer un plan social de 80 suppressions d'emplois, dont 60 licenciements, sur un effectif de 240 salariés, concernant des journalistes, des cadres et une trentaine d'employés. Le nouveau directeur de *L'Humanité* a annoncé du même coup le projet de vente du siège du journal à Saint-Denis et le rapatriement de toute l'impression de province à Paris, ce qui suppose que l'on boucle le journal plus tôt, avec comme conséquence qu'il ne puisse plus rendre compte de la dernière actualité. Pour un quotidien, cela constitue un sérieux handicap. Enfin, plusieurs sociétés comme EDF, la Caisse d'Épargne, La Poste, la SNCF mais aussi Lagardère, PDG du groupe Matra-Hachette, entreraient dans le capital de *L'Humanité*.

La situation financière du journal, a expliqué son nouveau directeur, Patrick le Hyaric, est dramatique. Que cette situation financière soit mauvaise, c'est certainement un fait. Mais il faut craindre que les remèdes préconisés, plutôt que de guérir le malade, ne le terrassent encore plus rapidement. En tout cas en tant que journal militant, à la différence des autres journaux à la pointe de l'actualité sociale, qui serait une aide pour les luttes.

Car le fond de la question n'est pas financier mais politique. Les causes de la crise le sont comme les solutions apportées. En deux ans, *L'Humanité* a perdu, d'après son directeur, 13 000 lecteurs. Son audience a considérablement reculé en vingt ans. C'est bien entendu lié à la perte d'influence et d'implantation militante du PCF. Mais si *L'Huma* coule, par contre, Robert Hue se déclare fier de dire que jamais le PCF n'a eu aussi longtemps

des ministres au gouvernement. Sauf que jamais le PCF n'a été aussi bas électoralement et en nombre d'adhérents. La politique d'allégeance du Parti Communiste au Parti Socialiste, loin de susciter des vocations militantes, démobilise, décourage l'activité politique, en particulier dans le monde du travail, dans les classes populaires. *L'Humanité* a non seulement reflété cette évolution mais elle l'a accentuée.

L'originalité de *L'Humanité* a longtemps résidé dans les articles consacrés aux entreprises, aux luttes, aux victoires et aux revers, souvent rédigés à partir des informations de terrain, grâce aux militants locaux et non aux dépêches de l'AFP. Cette correspondance a pratiquement disparu. Et quand l'actualité dans les entreprises disparaît des colonnes d'un journal militant, c'est ce journal qui ne tarde pas à disparaître des entreprises.

De la même façon, l'objectif du journal d'un parti est d'aider les militants à mieux défendre la politique

de celui-ci, de les armer politiquement. *L'Humanité* tourne le dos à cette perspective. Cela n'a apparemment pas fait remonter les ventes du journal. Mais cela a sûrement un peu plus éloigné des militants qui peuvent se dire « ce n'est pas là mon journal ».

Alors aujourd'hui, *L'Humanité* ouvre même son capital à des entreprises publiques ou privées. Que le nom du marchand de canon Lagardère, Pdg de Matra-Hachette, soit cité parmi les futurs actionnaires de *L'Humanité*, a de quoi surprendre et choquer, mais c'est édifiant. On suppose que les militants communistes ouvriers d'EADS, ex-Aérospatiale qu'il a rachetée, victimes de sa politique anti-syndicale, apprécieront qu'avec leur plus-value, leur patron s'achète un droit de regard sur leur journal.

Mais cela ne vaut pas bien mieux pour les entreprises dites publiques qui deviendraient actionnaires du journal. Qui peut croire que les rédacteurs de *L'Humanité* n'hésiteront pas,

avant de passer un article qui pourrait déplaire aux dirigeants de La Poste ou de la SNCF ? Comme bien des journalistes, ils devront savoir jusqu'où ils peuvent aller pour ne pas froisser leurs nouveaux actionnaires.

Au bout de cette évolution, même si *L'Humanité* se redressait financièrement, il deviendrait un journal comme les autres, c'est-à-dire ne valant pas mieux.

Christian BERNAC

## La presse sous la coupe des capitalistes

*L'Humanité* était, jusqu'à présent, un des rares quotidiens à ne pas être lié à un groupe financier. Car ce qu'on appelle la liberté de la presse est surtout la liberté pour les grands patrons de la finance et de l'industrie de posséder et de contrôler, quand ils l'estiment nécessaire, les médias.

Ainsi, rien qu'en ce qui concerne les chaînes privées de télévision, TF1 et LCI sont dans les mains de Bouygues, Canal Plus appartient à Vivendi et M6 à Suez-Lyonnaise des Eaux.

Jean-Luc Lagardère de Matra-Hachette possède ainsi, en plus d'Europe 1, *Paris Match*,

*Le Journal du dimanche*, *L'Événement*, *Elle*, *Télé 7 jours*, *France-Dimanche*, *Pariscope*, *Nice-Matin*, sans citer les participations dans la presse régionale. C'est en connaissance de cause qu'il expliquait en 1996 à ses cadres supérieurs : « Un groupe de presse, vous verrez, c'est capital pour obtenir des commandes ». Il veut donc ajouter *L'Huma* à son tableau de chasse.

Jean-Marie Messier, Pdg de Vivendi, outre Canal Plus, possède *L'Express*, *L'Expansion*, *Courrier International*, *La Vie Française*, *Le Moniteur*, *L'Usine Nouvelle*, etc.

François Pinault, Pdg de Pinault Printemps

Redoute, qui possède la FNAC et des participations dans TF1, a racheté *Le Point* et *Historia*. Bernard Arnault, richissime Pdg de la firme de luxe LVMH, possède le journal financier *La Tribune*.

*Libération* est lié à Jérôme Seydoux, Pdg de Pathé, milliardaire descendant de la famille Schlumberger et 35<sup>e</sup> fortune française, d'après la dernière revue *Challenges*.

Quant à Serge Dassault, il a été candidat malheureux au rachat de *L'Express* et du *Figaro*, mais il peut se consoler pour l'instant avec le *Journal des Finances* et *Valeurs actuelles*.

Même si certains journalistes ont leur « conscience », qui pourrait croire qu'ils ne sont pas contraints à l'autocensure ?

Et en plus des dirigeants actionnaires, il y a la pression des groupes qui payent de pleines pages de publicité. Vivendi par exemple arrose l'ensemble de la presse d'un budget de publicité de deux milliards de francs par an, plus que le budget de l'Albanie.

Le règne de l'argent commande l'information et fait de la fameuse liberté de la presse une liberté bien contrôlée.

C. B.

Vient de paraître  
**LUTTE DE CLASSE**  
N° 56 janvier 2001



- Sécurité alimentaire et insécurité capitaliste.
  - Italie, Allemagne, France : les Verts au gouvernement. La vraie nature des écologistes.
  - États-Unis : les élections ont enlevé sa feuille de vigne à la démocratie.
  - Côte-d'Ivoire Une « deuxième République » née dans la tricherie électorale et la violence ethniste.
  - Sierra Leone Les diamants, enjeu d'une guerre civile sanglante et de l'intervention impérialiste.
  - Tribune de la minorité Entre guerre et paix : de nouvelles menaces pour le peuple palestinien.
- Prix : 10F - Envoi contre 12F en timbres



Espagne

Immigration :

# LE GOUVERNEMENT ET LA POLITIQUE CRIMINELLE DU PATRONAT

Au début de janvier en Espagne, douze émigrants d'origine équatorienne sont morts dans la camionnette qui les amenait à leur travail, heurtée par un train à un passage à niveau sans barrière. Cela s'est passé à Lorca, dans la province de Murcie, où se concentrent un grand nombre de travailleurs équatoriens. Mais plus encore que le danger représenté par ce type de passages à niveau, toujours pas éliminés par la RENFE (l'équivalent de la SNCF) et souvent dénoncés, cet accident qui a causé une forte émotion, en Espagne comme en Equateur, a mis encore une fois en lumière les conditions d'exploitation des émigrés, comme cela s'était produit il y a un an avec les faits d'El Ejido, dans la province d'Almeria.

Aux funérailles, la soeur d'une des victimes affirmait : « Non, Messieurs, ce n'est pas seulement le train qui a tué ». C'est vrai. La camionnette circulait de nuit par des routes secondaires pour éviter les contrôles parce que les travailleurs étaient « illégaux », et aussi parce qu'elle transportait quatorze personnes en ne comptant que huit places. Les travailleurs se dirigeaient vers l'entreprise Greensol SL, dont le propriétaire a déjà été condamné à diverses occasions pour l'exploitation de travailleurs immigrés, auxquels plus d'une fois il ne payait pas le salaire promis, « profitant de la situation de détresse du travailleur », suivant la formule d'un juge. Cette même entreprise a fait l'an passé un bénéfice de 3 000 millions de pesetas (environ 118 millions de francs).

Mais cette situation n'est ni une exception, ni un cas isolé. On calcule qu'à Lorca vivent entre 10 000 et 12 000 travailleurs « sans papiers », la majorité d'origine équatorienne. Ils travaillent, comme d'ailleurs ceux qui ont des papiers en règle, dans les cultures de brocolis et de laitues. Leur travail est payé à la pièce, selon une pratique interdite par la loi mais connue de tous, recevant la misère de 10 pesetas (40 centimes) par kilo de brocolis cueilli. En une journée de travail ils peuvent cueillir environ mille kilos par personne. Quant ils ne travaillent pas à la pièce, les journées sont de 9 ou 10 heures pour un salaire de 500 à 600 pesetas l'heure (20 à 24 F). Le travail des enfants est fréquent. Chaque jour ils se présentent sans savoir s'ils auront du travail ni où ils iront, dépendant de l'arbitraire des contre-

maîtres qui les recrutent sur une place de la ville. La majorité vivent hors de celle-ci, entassés dans de petites maisons rurales.

Aux dures conditions de vie et de travail sur place s'ajoute l'importante dette laissée en Equateur pour pouvoir venir en Espagne et disposer de la somme d'argent exigée pour y entrer. Suivant les cas la dette peut varier pour chaque famille entre 400 000 et deux millions de pesetas (soit de 16 000 à 80 000 F). La détresse des immigrés est un excellent commerce pour les riches usuriers et les mafias en Equateur, et pour les patrons espagnols.

## PRESSION PATRONALE ET GOUVERNEMENTALE

Après la mise en détention du propriétaire de Greensol, le reste des entrepreneurs agricoles de Lorca ont décidé de ne plus embaucher d'immigrés sans papiers, invoquant la peur de possibles sanctions. Il faut être cynique, alors qu'ils ont entrepris, en s'abritant derrière les lois sur l'immigration, l'existence de travailleurs non régularisés, comme main-d'œuvre bon marché et comme réserve à leur disposition. La situation de ces travailleurs est souvent à la limite, certains dormant dans la rue parce qu'après avoir payé leur nourriture ils ne peuvent plus payer un loyer.

Mais le gouvernement n'est pas en retard sur ces entrepreneurs. Après l'accident, un millier de travailleurs immigrés ont organisé une marche de Lorca à

Murcie, revendiquant des permis de séjour provisoires et la légalisation de leur situation. La réponse du délégué gouvernemental à l'immigration Fernandez Miranda, fils d'un vieux politicien franquiste, a été de s'opposer à toute nouvelle régularisation pour proposer que les immigrés sans papiers retournent en Equateur et, de là, contractent un contrat de travail pour revenir en Espagne ! Peu de temps auparavant, dans un étalage d'insolence scandaleux, il avait déclaré que la situation d'exploitation des travailleurs « illégaux » ne le surprenait pas car c'était « une réalité parfaitement connue ».

Le 23 janvier devait entrer en vigueur la nouvelle loi sur les étrangers. Le gouvernement menace de procéder à des expulsions massives et a même recommandé aux maires du Parti

Populaire de s'opposer à l'un des rares droits qui restent aux immigrés sans papiers, comme celui de se faire recenser dans les municipalités, condition pour recevoir une aide médicale.

En même temps, des candidats à l'immigration continuent de mourir en traversant le détroit de Gibraltar. Les plus récents, le 21 janvier, sont morts en conséquence de l'abordage de leur bateau par un patrouilleur de la Garde Civile : un mort et cinq disparus.

La situation des travailleurs équatoriens à Murcie et l'entrée en vigueur de la loi sur les étrangers provoquent la protestation des travailleurs immigrés en divers points d'Espagne. Leur lutte doit pouvoir compter sur le soutien des travailleurs espagnols face aux seuls qui leur soient vraiment étrangers : les patrons et leur gouvernement.

Belgique

En ce début d'année, l'actualité en Belgique est marquée par la volonté du gouvernement de réformer la politique concernant le droit d'asile. Justification invoquée : les immigrants seraient sous le joug de mafias, de filières qui profiteraient de ce qu'en Belgique les candidats réfugiés politiques touchent une allocation égale au minimex (un revenu minimum semblable au RMI). Déclaration du Premier ministre à ce sujet au quotidien *Le Soir* : pas question que la Belgique soit « le CPAS (aide sociale en Belgique) des pays d'Europe de l'Est » ! Il serait donc très ferme sur les expulsions. Dès le 10 janvier 2001, ces mesures devaient entrer en vigueur.

Pendant les vacances de Noël, l'Office des étrangers où les demandeurs d'asile doivent se faire enregistrer à Bruxelles a été fermé durant quelques jours. Une grande file de demandeurs (plusieurs centaines de personnes !) se formait pour rien devant les

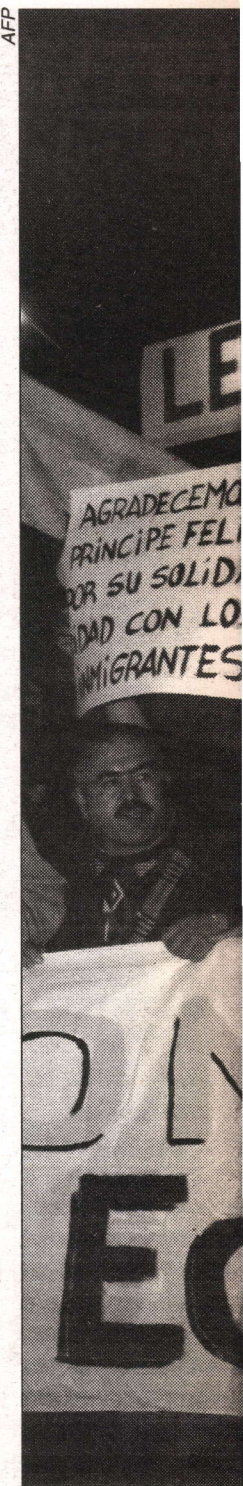
bureaux fermés puis repartait arpenter désespérément les rues de Bruxelles, sans logis ni même d'endroit où aller. C'est *Médecins Sans Frontière* et le *Samu social* qui se sont occupés de quelques-uns pour les loger dans des locaux ou même dans une école ! Selon le directeur de *Médecins Sans Frontière*, l'accueil des réfugiés était mieux organisé dans certains pays africains qu'en Belgique, alors que ces pays en comptent bien davantage ! Et le chaos fut renforcé par la décision subite du gouvernement d'avancer la date d'entrée en vigueur de ses mesures du 10 au 3 janvier.

Il fit dresser des tentes militaires près des locaux de l'Office des réfugiés pour que ceux qui attendaient aient un peu plus chaud. L'attente était longue puis-

qu'il n'y avait que 10 fonctionnaires dans ce service, en tout et pour tout, pour un millier de personnes qui attendaient dehors !

Aux frontières, le gouvernement fit multiplier les contrôles. Ainsi, entre le Luxembourg et la Belgique où il n'y a quasiment plus de frontière, il y avait 2 km de file pour passer le barrage mis en place pour contrôler voitures et camions.

Pour ce qui est des centres d'accueil, le gouvernement a réquisitionné d'anciennes casernes et des lieux de vacances. Certains responsables de ces lieux se sont rebellés contre cette réquisition et ont obtenu gain de cause devant les tribunaux. A plus long terme, il est prévu que le privé s'occupe de ces centres. Des appels d'offres ont déjà été lancés.





Manifestation des Équatoriens à Valence le 23 janvier. Sur la croix : « Loi sur les étrangers = faim ».



## Le Conseil de l'Europe, la Russie et la Tchétchénie

# CYNISME SANS FARD

Suspendue récemment de sa participation au Conseil de l'Europe du fait de guerre en Tchétchénie, la Russie vient d'y recouvrer son droit de vote.

La sale guerre que mène le Kremlin serait-elle terminée ? Les méthodes de l'état-major russe se seraient-elles « humanisées » ? Que non ! Les reporters et organisations humanitaires (ONG, etc.) se trouvant sur place continuent à recenser les exactions en tout genre de la soldatesque russe. Massacres, « camps de filtration » où la torture est généralisée, civils rançonnés, femmes violées, détournement des rares aides à la reconstruction... tout cela revient sous la plume des journalistes et dans les rapports des ONG depuis seize mois que Poutine (alors Premier ministre et pas encore président de la Russie) a lancé la seconde guerre de Tchétchénie.

Les « respectables » membres du Conseil de l'Europe ne peuvent l'ignorer. Pas plus qu'ils ne l'ignoraient quand, à plusieurs reprises durant cette guerre, ils ont refusé de condamner Poutine et son armée. Et cela même si une telle condamnation n'aurait eu aucun effet, et n'aurait même pas prétendu en avoir.

La presse d'ici a montré du doigt le Conseil de l'Europe, l'accusant de faire fi des droits de l'Homme et de ceux du peuple tchétchène. Il est vrai que sa dernière décision est d'autant plus choquante qu'au moment même où elle blan-

chissait le Kremlin se tenait à Moscou un Congrès des droits de l'Homme dénonçant cette guerre et le caractère « autoritariste » du régime de Poutine.

Mais le Conseil de l'Europe n'est pas seul à agir ainsi. Sur le fond il ne fait que copier les institutions et les Etats dits démocratiques qui se soucient fort peu de gêner Poutine dans sa guerre car ils ont, de l'Irak aux Balkans pour ne citer que des exemples récents, bien d'autres Tchétchénies à leur actif. Mais, ses délibérations étant encore moins suivies de conséquences que celles du Parlement européen, voire des Parlements nationaux, le Conseil de l'Europe se sent les coudées d'autant plus franches.

Sous cet angle, la presse se garde d'ailleurs bien de dire à quoi sert ou est censé servir ledit Conseil. Et pour cause : il ne sert à rien... sauf à donner quelques sièges à Strasbourg aux représentants des Parlements de tous les pays européens. C'est une sorte de substitut de Parlement européen pour les Etats non membres de l'Union européenne, ce que cette dernière présente comme un « lot de consolation ». Une consolation sur laquelle crachent d'autant moins ses membres qu'elle confère des avantages sonnants et trébuchants aux heureux élus, d'ailleurs non élus mais désignés par leurs Parlements respectifs pour aller à Strasbourg : les bonnes choses, mieux vaut se les garder pour soi...

Bien que la presse « vertueuse » d'ici n'ait guère insisté sur la chose, il faut savoir que les députés et sénateurs français casés au

Conseil de l'Europe ont brillé par leur absence lors de ce vote sur la Russie. Façon de ne pas s'y opposer tout en pouvant prétendre ensuite ne pas l'avoir approuvé. En toute hypocrisie.

Mais cela a permis à la quasi-totalité de la presse russe (plus ou moins inféodée à Poutine) de se féliciter bruyamment de ce vote. Celui-ci intervenant au moment même où Poutine privait un représentant russe des droits de l'Homme de son droit de vote au Conseil de l'Europe et confiait à la FSB (nouveau nom du KGB, la police politique du régime) la direction des opérations en Tchétchénie, le pouvoir russe a eu beau jeu d'affirmer que l'Europe y soutenait sa politique.

Bien sûr, les Etats des puissances impérialistes, notamment européennes, le font déjà à leur façon, celle efficace mais hypocrite des diplomates quand les présidents français ou américains répètent qu'il s'agit d'une « affaire intérieure russe ». Mais cela a l'inconvénient, du point de vue de Poutine, de ne pas pouvoir être utilisé en direction de sa propre opinion publique. Alors que le vote du Conseil de l'Europe sur le dos du peuple tchétchène, c'est pain béni pour lui et son régime.

Enfin, avec son cynisme affiché, ce Conseil de l'Europe ne fait que dire tout haut ce que cherchent à masquer les larmes de crocodile des hommes politiques et dirigeants ouest-européens.

Pierre LAFFITTE

## NEMENT FAIT RENCHÈRE RÊME DROITE

Quant à l'autre volet de la politique, ce sont les expulsions. Un premier avion de 34 personnes originaires du Kazakhstan est parti pour ce pays. Cet avion a décollé une première fois et fait demi-tour pour des raisons peu claires. On évoque le refus des autorités kazakhes de laisser atterrir l'avion militaire à Almaty, la capitale. Puis il est de nouveau reparti avec les expulsés.

Ce ne sont évidemment pas les premières expulsions. Le tribunal enquête en ce moment sur des Tziganes, convoqués pour régulariser leurs dossiers, qui ont été tatoués avec une encre quasi indélébile et embarqués directement pour être expulsés. Une plainte a été déposée par l'Union des Juifs progressistes

de Belgique à qui cela rappelait certaines méthodes !

En octobre dernier, quand le Premier ministre avait annoncé ces mesures qui reprenaient une partie du programme de l'extrême droite contre le droit d'asile, un certain émoi s'était exprimé. L'extrême droite avait encore accru son score à Anvers, où elle est la première force politique de la ville (elle est surtout présente en Flandre). Cela dit, l'opposition est restée pour le moins timide car le gouvernement est une coalition « arc-en-ciel » regroupant libéraux, socialistes et écologistes, et tout ce beau monde (même Ecolo, qui se veut une force politique neuve, différente des autres !) s'accorde pour trouver des justifications à une politique scandaleuse.



La représentante des droits de l'Homme pour les Nations Unies visite un camp en Tchétchénie. Elle n'a pu voir grand-chose. Apparemment le Conseil de l'Europe, lui, n'a rien vu.



Île de la Réunion

# JOSPIN EST VENU RASSURER LES PATRONS

La visite de Lionel Jospin à la Réunion, du 25 au 27 janvier, coïncidait avec le moment où le patronat et les hommes politiques de l'île s'agitaient au sujet des modalités d'application des différentes mesures prévues dans la loi d'orientation.

Le premier jour de son voyage, Jospin a invité les chefs d'entreprise à un débat dans un grand hôtel, où il a tenu à montrer que son gou-

vernement est bien à leur écoute. Avec les quatre ministres qui l'accompagnaient, il leur a assuré que « les mesures sont appliquées dès maintenant, plus particulièrement pour les baisses de charges sociales patronales », a-t-il tenu à préciser. Et pour qu'aucun patron ne puisse douter, Jospin avait amené dans ses valises les décrets sur lesquels les deux assemblées locales devront se prononcer.

Bien sûr, Jospin dit aussi

qu'il aimerait qu'en retour les patrons fassent un petit geste en embauchant; mais il n'est pas question de les y obliger puisque « le rôle du gouvernement n'est pas d'imposer mais de créer les conditions favorables pour créer des emplois ». Cela veut dire que le 1,8 milliard qui va servir à arroser chaque année le patronat local ne servira en rien à combattre le chômage. Ce n'est pas une surprise, car la politique du gou-

vernement Jospin, comme celle de tous les gouvernements précédents, de droite ou de gauche, a consisté à aider les patrons sous prétexte de résorber le chômage. Résultat: ceux-ci empêchent les subventions mais le chômage persiste. Et au final on peut être sûr que les nouvelles baisses de charges sociales patronales prévues dans la loi d'orientation ne seront aucunement efficaces pour donner un emploi aux

128 000 chômeurs que compte l'île.

Que le gouvernement puisse utiliser cet argent pour créer lui-même des emplois dans les écoles, les crèches, les hôpitaux, les transports en commun, cela Jospin ne le veut pas. Il préfère faire « le pari de confiance » en misant sur la bonne volonté du patronat à créer des emplois. Autant demander du lait à un bouc.

Comores

# UNE SITUATION CATASTROPHIQUE DANS L'ÎLE D'ANJOUAN

**La situation est catastrophique à Anjouan, une des îles des Comores. Cet archipel situé dans l'océan Indien, près des côtes nord de Madagascar, se compose de quatre îles: la Grande-Comore, Anjouan, Mohéli et Mayotte. En 1843 la France occupa Mayotte, qui devait servir de base à la conquête de Madagascar. Les autres îles furent annexées entre 1886 et 1896.**

Les Comores devinrent un territoire français d'outre-mer en 1947, jusqu'à ce que, aux élections de 1972, les partisans de l'indépendance obtiennent la majorité, sauf à Mayotte. En juillet 1975, la Chambre des députés des Comores proclama l'indépendance. L'île de Mayotte, ayant en majorité voté de rester française, se sépara alors du reste de l'archipel qui forma un nouvel État: la République fédérale islamique des Comores.

Dès lors, la vie de cette république a été marquée par une succession de coups d'État dans lesquels s'illustra à plusieurs reprises le tristement célèbre mercenaire français Bob Denard. Avec 22 coups d'État en 10 ans, les Comores détiennent certainement un record en la matière. Misère de la population, corruption, répression; dans ces conditions, l'opposition qui s'est développée dans les îles de Mohéli et surtout d'Anjouan a pris un caractère séparatiste par rapport à la plus importante des îles, la Grande-Comore, où se trouve la capitale, Moroni, siège d'un pouvoir exécutif. De là à proposer un rapprochement avec l'île française de Mayotte, sur laquelle bien des habitants d'Anjouan viennent travailler clandestinement, il y avait un tout petit pas, vite franchi par les indépendantistes.

LE CALVAIRE D'ANJOUAN

Qu'une majorité d'Anjouanais aient affiché leur désir d'être rattachés à la France n'a guère souri aux gouvernants comoriens ni aux gouvernants français d'ailleurs, qui n'ont que faire aujourd'hui d'une

telle attitude à son égard. Le gouvernement comorien a été jusqu'à intervenir militairement contre Anjouan en septembre 1997. L'intervention fut un véritable fiasco. Quant à la France, elle s'est rangée derrière la décision de l'Organisation de l'Unité Africaine en février 2000 d'imposer un blocus à l'encontre d'Anjouan, pour avoir voulu remettre en cause les frontières existantes en se séparant de la République fédérale des Comores.

Depuis un an, la vie des Anjouanais est devenue extrêmement difficile. Plus de médicaments, plus d'essence, la situation alimentaire et sanitaire y est désastreuse. Dans cette île de 260 000 habitants, des enfants meurent de faim chaque semaine. Dans les hôpitaux, les médecins travaillent à la bougie par manque de gasole pour alimenter les groupes électrogènes. Il n'y a plus de fil à suture ni de produit anesthésiques. Les vaccins ne peuvent plus être conservés, ce qui expose de nombreux enfants aux épidémies. Plusieurs centaines de cas de choléra ont d'ailleurs été recensés. Du fait de l'embargo qui les a privés de pétrole, note un journaliste réunionnais, « les gens se sont mis à couper les arbres. Ce déboisement des collines pourrait avoir des effets catastrophiques en appauvrissant les terres et en asséchant les cours d'eau. Faute de vaccins, le cheptel a été décimé par une épidémie de charbon. Les ressources de la pêche ont aussi diminué du fait des pillages des coraux pour produire de la chaux, qui remplace le ciment dans les constructions ». Aux dires des responsables de l'association

Languedoc-Comores, « le riz, nourriture de base des plus démunis, ne se trouve plus qu'au marché noir ». Les Anjouanais sont au bord de la famine. Dans cette île où tout s'importe mais où rien n'arrive, la situation est catastrophique.

LA COMPLICITÉ DE  
L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Pour leur part, les autorités françaises participent à cette misère. Elles font même du zèle. En août dernier, le préfet de Mayotte a publié une circulaire interdisant aux Français de se rendre directement à

littéralement chassés après qu'un maire eut menacé de poursuivre toute personne aidant « au séjour d'étrangers en situation irrégulière ». Il n'en a pas fallu plus pour que les employeurs qui utilisaient des travailleurs anjouanais les expulsent sans ménagement, et pour beaucoup sans payer les salaires de ces « étrangers » devenus subitement embarrassants. Ainsi, au début du mois d'octobre dernier, a-t-on pu voir des centaines de personnes expulsées, encadrées par la police, sur les routes de Mayotte.

\*\*\*

Dans l'île de la Réunion, située elle aussi dans l'océan Indien, tous

vaient déterminer ainsi leur politique, et non en fonction de leurs intérêts économiques, voire stratégiques. Et dans une telle optique, que représente Anjouan, ce bout de terre où ne poussent que des plantes à parfum et un peu de vanille?

Les Anjouanais ne doivent certes rien attendre de l'ancienne puissance coloniale, qui se garde bien de tout geste pouvant susciter la moindre illusion. D'ailleurs, n'est-ce pas le colonialisme français qui porte une responsabilité écrasante dans la situation actuelle des Comores, ne serait-ce que pour les avoir maintenues dans la pauvreté? Et n'est-il pas aberrant de voir s'instaurer des



En attendant un hypothétique bateau pour se rendre à Mayotte...

Anjouan, en les obligeant à passer par la Grande-Comore. Les relations étant alors interrompues entre les deux îles, l'accès d'Anjouan se trouvait de ce fait interdit à des amis ou de la famille qui pouvaient apporter quelques aides.

Un tel climat vis-à-vis d'Anjouan a eu bien d'autres répercussions à Mayotte, où près d'un millier d'immigrés clandestins anjouanais ont été

ces faits rapportés par la presse ont indigné à juste titre. Un sénateur de droite s'est même fait accusateur public, soulignant les responsabilités du gouvernement dans la situation des Anjouanais, et fustigeant au passage ceux qui se montrent insensibles aux sentiments pro-français des habitants d'Anjouan. Comme si le gouvernement français et avec lui la bourgeoisie qu'il représente pou-

frontières dans un petit archipel dont le passé des populations a longtemps été commun? Si un avenir existe pour les Comoriens, il serait plutôt à rechercher dans la coopération et non la division, et surtout dans le combat commun contre les couches dirigeantes locales, relais de l'ancienne puissance coloniale.

G.L.



Lille

# LA LUTTE DES POMPIERS

Lors des manifestations pour le maintien des retraites jeudi 25 janvier, l'émotion était encore très forte à Lille où tout le monde savait qu'un pompier de 55 ans, à quelques mois de la retraite, avait eu la main arrachée en voulant écarter une grenade offensive lancée par les gardes mobiles le matin même.

Cela fait près de trois ans que les pompiers professionnels, ainsi que les pompiers volontaires, manifestent contre les effectifs insuffisants, le manque de moyens mis à leur disposition, les salaires ou les indemnités des volontaires trop faibles.

S'il y a pourtant un service public qui devrait bénéficier du soutien sans faille de l'Etat, c'est bien celui-là. Son utilité n'est bien sûr pas à démontrer, mais en plus les « soldats du feu » prennent régulièrement des risques importants, qu'ils soient professionnels ou volontaires, dans les incendies, les accidents et les catastrophes dans lesquels ils sont appelés à intervenir.

Eh bien, là aussi, l'Etat, pourtant si généreux en subventions patronales, ne donne pas aux pompiers les moyens de fonctionner efficacement, avec le maximum de sécurité.

Sauf à Paris et Marseille où une partie des pompiers dépendent de l'armée, c'était encore récemment les communes ou les communautés urbaines qui avaient la charge des services de pompiers. Ainsi la Communauté Urbaine de Lille consacrait environ 300 F par an et par habitant pour ce service. Mais d'autres communes avaient un budget nettement plus réduit.

En 1996, le gouvernement Juppé a engagé une départementalisation du corps des pompiers, et Jospin l'a poursuivie. Beaucoup de pompiers pensaient que cette réforme n'avait guère d'intérêt. La majorité des interventions ont lieu dans les zones urbanisées et la créa-

tion d'une direction départementale n'apportait aucun avantage... sauf peut-être d'avoir un prétexte pour augmenter les charges des communes rurales.

Et c'est là où le bât blesse : le financement du nouvel organisme de gestion, le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) est assuré par les communes, qui sont réticentes, et par des Conseils Généraux (élus au niveau des départements) qui versent ce qu'ils veulent.

Pierre Mauroy proposait que ces SDIS soient rattachés aux Conseils Généraux. La commission sur l'avenir de la décentralisation estimait, elle, nécessaire de « créer un véritable service public, totalement pris en charge par l'Etat et placé sous l'autorité du préfet ». Aucune de ces solutions n'est de toute façon satisfaisante si les crédits sont insuffisants !

C'est encore un cas où les pouvoirs locaux se renvoient la balle avec l'Etat central... pour ne pas payer ou payer le moins possible. Les responsables des Conseils Généraux, des Conseil Régionaux et même des communes, quand elles sont importantes ou regroupées, trouvent plus urgent d'arroser les patrons que de faire fonctionner correctement les services publics. C'est d'ailleurs l'Etat qui leur donne l'exemple.

Et on assiste à la situation qui aurait pu être cocasse si ce n'était pas la qualité des services publics qui se dégradait et le personnel des écoles, des hôpitaux, des transports, des pompiers, etc, qui en souffrait. Car bien des politiciens critiquent vive-



La manifestation des pompiers devant la préfecture de Lille pour protester contre la violence policière.

ment depuis la province la politique de leurs amis politiques en place au gouvernement... Parfois ce sont les mêmes qui siègent ou ont siégé dans deux assemblées, en tant que députés et aussi en tant que conseillers régionaux ou conseillers généraux. Les dirigeants du Parti Socialiste, au pouvoir dans les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais, sont champions dans ce domaine de l'hypocrisie.

En tout cas beaucoup de pompiers professionnels sont à bout. Il y a des directives qui réglementent le nombre de pompiers par type de véhicule utilisé ainsi que les moyens matériels et humains à mettre en oeuvre en fonction des risques. Ces règlements ne peuvent plus du tout être appliqués, faute de personnel et faute de moyens. La faiblesse des effectifs oblige souvent à choisir entre sauver les gens ou sauver les murs en cas d'incendie.

Pour les pompiers volontaires, c'est la même chose. Il y a par exemple un manque de harnais pour monter sur les toits. Chaque volontaire doit alors décider, si ce n'est pas son supérieur professionnel qui le fait, s'il ne le fait pas, ou s'il le fait « sous sa responsabilité ».

Faudra-t-il que la protestation des pompiers s'intensifie encore pour qu'ils soient entendus ? C'est probable. En tout cas ils ont droit au soutien des autres travailleurs, tant en tant que salariés qu'en

tant que pompiers, c'est-à-dire membres d'un service public essentiel à la vie de tous.

## LES DÉLAIS D'INTERVENTION COMPROMIS

Avant la départementalisation, le délai d'intervention à Lille était de 10 minutes, trois quarts d'heure pour Avesnes et Maubeuge. Avec la réforme, l'objectif devenait de 20 minutes partout. C'est la moindre des choses que la situation s'améliore dans les zones éloignées de la métropole lilloise. Mais il est scandaleux que, pour des raisons d'économies, on aug-

mente les risques dans les zones où la population est la plus concentrée et où chaque minute est précieuse pour attaquer les incendies et sauver des vies. Pour réduire les délais, il faudrait embaucher. Les candidats ne manquent pas. Mais les dirigeants de l'Etat, des départements, des régions et des communes refusent de fournir le budget nécessaire.

Pour la zone de Villeneuve-d'Ascq, une commune qui touche Lille, il n'y a que 12 sapeurs-pompiers en service par jour pour 100 000 habitants. Il y a dix véhicules ; pour les sortir tous, il faudrait 28 pompiers, c'est-à-dire 16 de plus.

## Le vrai visage de la police

Les centaines de pompiers qui manifestaient dans les rues de Lille le 25 janvier au matin, réclamant plus de moyens et plus d'effectifs, s'étaient ingénies à se faire entendre et voir. Mais face au déploiement de la grande échelle et à la pluie de neige carbonique sur les CRS pour les déguiser en Pères Noël, les forces dites de l'ordre et ceux qui les dirigent n'eurent pas le sens de l'humour : ils chargèrent violemment les pompiers et tirèrent plusieurs grenades dans leur direction. On releva onze blessés tandis qu'un pompier proche de la retraite, qui avait tenté de relancer une grenade vers un

taillis pour se protéger, lui et ses camarades, eut la main arrachée.

Une enquête judiciaire a été ouverte. Jusqu'à présent on a rarement vu que les responsabilités des forces de police ayant blessé, voire provoqué la mort de manifestants suite à leur intervention, soient reconnues, ni que ceux qui en auraient donné l'ordre, pris l'initiative ou couvert les conséquences soient sanctionnés. Ces bandes organisées, prêtes à contrer par tous les moyens toute manifestation, n'ont aucun compte à rendre.

A.V.



Alstom

# UNE NOUVELLE JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Lundi 29 janvier, s'est déroulée à Alstom une nouvelle journée de lutte contre un plan engagé depuis plusieurs mois et qui vise à supprimer 1 500 emplois, et faire disparaître des établissements. Le matin, les salariés de trois des sites touchés par le plan se sont regroupés. Ceux de Lys-lez-Lannoy dans le Nord sont d'abord venus à La Courneuve et, accompagnés de ceux des bureaux du site LCA, des chantiers des Travaux Extérieurs et d'une délégation de Rateau, ils sont allés rejoindre les travailleurs du site de Saint-Ouen. Ils ont pénétré dans l'usine et c'est à plusieurs centaines qu'ils ont manifesté dans les bureaux et les ateliers et interpellé la chef de personnel avant de repartir.

Dans les bureaux de LCA La Courneuve, promis à une quasi disparition, les échéances se rapprochent. Le plan est passé en justice et la justice est passée... mais elle est passée à côté. Aujourd'hui la direction veut entamer la dernière phase de consultation avant l'envoi des lettres. Mais les techniciens et les dessinateurs du centre tech-

nique (LCA) et les monteurs des chantiers (TE) sont bien décidés à se défendre et à tout faire pour empêcher ses mauvais coups et les licenciements qui vont avec. D'autres actions sont donc en préparation.

A Saint-Ouen par contre, la direction semble d'autant plus chercher l'apaisement que même la justice a estimé que les chiffres de son plan manquaient de cohérence. Elle se propose de supprimer 120 emplois au lieu de 194 au départ, ce qui fait malgré tout près d'un emploi sur cinq, mais éviterait tout licenciement par le recours à des mesures d'âge et des mutations internes à l'intérieur de l'usine de Saint-Ouen. Les plus de 55 ans pourraient partir avec 85 à 90% (net) de ce qu'ils auraient gagné en restant au travail, avec un minimum de 95% pour les plus bas salaires. Les cadres et les plus anciens pourraient même y gagner, car les primes de licenciements sont supérieures aux primes de départ en retraite. Mais ceux qui resteront auront à défendre leurs conditions de travail, car la direction semble bien avoir l'intention de leur faire réaliser un nombre



Manifestation dans l'usine Alstom à Saint-Ouen, le 29 janvier 2001.

de transformateurs similaire à moins nombreux et de profiter des mutations et des 35 heures pour accroître la flexibilité.

Quant à ceux de Lys-lez-Lannoy, les menaces sont encore entières. Pourtant, nul ne peut ignorer en ce moment à quel point ce trust a de l'argent. Pour

préparer une nouvelle vente d'actions, les journaux ont été inondés de pleines pages de publicité sur le thème «Alstom, c'est tout»: l'énergie, les transports et même les voyages avec les paquebots construits aux Chantiers de l'Atlantique.

Oui, Alstom se porte bien.

Les commandes, le chiffre d'affaires, les bénéfices sont encore en hausse cette année par rapport aux années précédentes. Alors, qu'un trust pareil qui croule sous les milliards veuille licencier, cela ne doit pas être toléré.

Correspondant LO

## Charles MÉRIEUX LA MORT D'UN GRAND BOURGEOIS, « HUMANISTE »... D'ABORD POUR SA FORTUNE

**Charles Mérieux – celui qui a transformé l'institut Mérieux en multinationale de la vaccination humaine et animale – est mort à Lyon le 18 janvier. Son décès a donné lieu à une débauche de propos flatteurs et élogieux.**

Certains étaient dans leurs rôles : le baron Seillière qui a financé des filiales du groupe, Chirac, ami personnel et politique de la famille, représenté par sa femme aux obsèques, la classe politique de droite comme Raymond Barre, maire de Lyon ou encore les élus du RPR dont Mérieux a toujours été un grand soutien.

Les élus socialistes de la région comme Queyranne, ministre de Jospin et maire de Bron, ou Gérard Collomb, candidat socialiste à la mairie de Lyon, y sont aussi allés de leurs couplets sur le « grand humaniste » ou « l'homme de sciences ». La presse locale n'a pas été avare non plus sur celui qu'elle a nommé « le Docteur de l'humanité ».

Mais d'autres éloges n'ont sans doute pas été très appréciés des milliers de salariés qui, par

leur travail, ont bâti et entretiennent aujourd'hui la fortune de la famille Mérieux. Ce sont ceux des élus communistes, André Gerin, député-maire de Vénissieux, ou Guy Fischer, conseiller général et sénateur du Rhône, regrettant « une grande perte pour la France et pour la science » ou saluant « ce poète des temps modernes ». Rien de moins.

Pourtant, Charles Mérieux était d'abord un grand bourgeois, issu d'une famille de la soie et de la banque lyonnaise. Reprenant, en 1937, l'institut Mérieux fondé par son père – laborantin de Pasteur – il a développé plusieurs groupes spécialisés dans les vaccins, les sérums ou la recherche biotechnologique et qui se nomment aujourd'hui Aventis Pasteur, Merial ou encore BioMérieux.

En 1999, Aventis Pasteur employait 5 400 personnes dans le monde et avait un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de francs. Merial employait 4 500 salariés pour un chiffre d'affaires de 10,3 milliards de francs, en augmentation de plus de 8% par rapport à l'année précédente. S'il est difficile de connaître la part exacte de la famille Mérieux dans ces différentes sociétés, restructurées plusieurs fois ces dix dernières

années, on sait que cette famille est le plus gros contribuable de la région.

Et puis comme l'amour n'est pas toujours aveugle, le fils et actuel patron de la famille, Alain Mérieux, a épousé l'héritière de la famille Berliet (les usines de camions devenues depuis Renault Véhicules Industriels).

En outre, Charles Mérieux a toujours été engagé à droite, proche de De Gaulle, puis soutien indéfectible du RPR. Son fils, Alain, est d'ailleurs un dirigeant local du RPR. Il a été vice-président du conseil régional Rhône-Alpes, bras droit de Millon jusqu'en 1998.

Charles Mérieux avait certes des compétences scientifiques puisqu'il était médecin. Mais c'était d'abord un industriel, qui a fait sa fortune en vendant des vaccins. Son « humanisme » a surtout consisté à profiter de toutes les opportunités, toutes les épidémies, sous toutes les latitudes, pour agrandir son affaire. Il a su également profiter des campagnes nationales de vaccination, financées par l'Etat, pour s'imposer.

Dès 1946, fabriquant des vaccins contre la fièvre aphteuse avec l'aide gracieuse des abattoirs de Lyon, il a obtenu du gouvernement

la vaccination systématique du cheptel bovin français. Dans les années 60, ses affaires ont explosé avec une épidémie de fièvre aphteuse en Iran puis en Argentine. Mérieux a amélioré le vaccin contre la rage dont il a vendu des millions de doses en Amérique latine.

En 1975, Charles Mérieux s'est fait connaître mondialement en industrialisant en urgence et en un temps record la production d'un vaccin contre la méningite A. La vaccination de 90 millions de personnes en quelques mois a enrayé l'épidémie qui ravageait le Brésil. Mais « l'humaniste » Mérieux n'a pas été jusqu'à vendre ses vaccins à prix coûtant. Sa fortune s'est accrue en même temps que sa réputation.

Plus récemment, Mérieux a trouvé un nouveau filon : l'humanitaire. Sachant bien que les populations des pays pauvres n'avaient pas les moyens de se payer des vaccins, il a encouragé le développement d'organisations humanitaires qui, grâce à des fonds publics ou des dons, peuvent, elles, acheter des vaccins. Il a aussi obtenu du gouvernement – en particulier avec Henu, puis avec Kouchner – la mise à disposition des structures militaires françaises en Afrique pour organiser des campagnes de vaccination.

Là encore, si le geste semble humanitaire, les doses de vaccins n'ont été fournies ni gracieusement ni à prix coûtant.

Lors du scandale du sang contaminé, l'institut Mérieux a été très brièvement mis en cause par la presse pour avoir continué à commercialiser volontairement pendant quelques mois un produit insuffisamment chauffé et donc dangereux. En quelques jours, plus aucun article n'a fait allusion à cela et ni Alain Mérieux ni aucun autre dirigeant de la société n'a jamais été mis en examen. Les très hautes protections ont sans doute été bien utiles.

Voilà donc l'homme – et la famille – que des élus, y compris ceux qui prétendent défendre les intérêts du monde du travail, ont salué de façon aussi flatteuse. Charles Mérieux – mais ce sont surtout les salariés, les techniciens, les chercheurs de ses laboratoires – a certes mis au point et produit des sérums et des vaccins utiles à toute l'humanité. Mais, comme tout grand capitaliste, il a d'abord su en tirer des profits personnels.

Le véritable bienfait pour l'humanité, ce serait que la recherche, la production et la diffusion des médicaments ne soient plus soumises au profit capitaliste mais soit une activité de service public.



# Nouveau contrat EDF-État LE MAUVAIS COUP D'EDF

**EDF négocie périodiquement avec l'Etat un « contrat » qui fixe pour plusieurs années la politique, les objectifs, les moyens de l'entreprise nationalisée. Le prochain, baptisé « contrat de groupe », d'une durée de trois ans, devra être conclu avant le 1<sup>er</sup> mars. Ses grandes lignes en sont connues. C'est un véritable mauvais coup contre les usagers d'une part, ainsi que contre les salariés d'EDF en France, et même des autres pays par le biais de sa filiale EDF International.**

## EDF FAIT SON MARCHÉ

Actuellement les entreprises qu'EDF a achetées dans les pays étrangers réalisent déjà 18% de son chiffre d'affaires. A ses achats, EDF consacre des sommes énormes : ainsi London Electricity, l'un des fleurons de ces acquisitions, a coûté 13 milliards de francs. Ces sommes sont détournées de la modernisation du réseau en France, qui est fragile et insuffisamment enterré, comme la tempête de fin 1999 l'a montré. En outre la baisse des tarifs d'EDF (14% en quelques années) aurait pu être plus importante. Les conditions de travail ainsi que les salaires des employés pourraient également être améliorés, alors qu'ils se dégradent constamment.

Cet argent qui part dans des opérations d'achats à l'étranger sert-il au moins à y améliorer la situation ? Eh bien pas du tout : EDF rachète ce qui existe, mais n'investit pas, sauf exception. EDF rachète des marchés existants, avec les salariés des compagnies locales. Ces salariés ne sont pas, comme en France, relativement protégés par leur statut, et EDF ne se gêne pas pour les exploiter sans vergogne, ou même les licencier (tout comme le fait Gaz de France d'ailleurs). La « société nationale » française s'est révélée à l'étranger comme un patron dur et âpre au gain.

Les pseudo-« investissements » d'EDF à l'étranger, nuisibles pour les usagers et les employés de France et d'ailleurs, ne sont donc utiles

que pour les profits d'EDF et maintenant, très probablement, pour ceux des capitaux privés.

## L'OUVERTURE AU PRIVÉ

En effet cela fait déjà quelques années que des lobbies capitalistes, relayés par certains politiciens (comme Madelin) et certains organes de presse (comme *Le Monde*, *La Tribune*...), réclament soit l'ouverture du capital d'EDF au secteur privé, soit tout au moins l'ouverture d'EDF International.

Eh bien, ils viennent de remporter « le morceau ». EDF prévoit en effet un développement gigantesque de son secteur étranger, qui devrait atteindre 50% de son chiffre d'affaires, en 4-5 ans (en 2005). Cela va « mobiliser » des sommes énormes estimées à 190 milliards de francs. Et comme EDF n'a pas suffisamment d'argent (sa dette est de l'ordre de 100 milliards), la société nationale envisage donc de faire appel aux

davantage son personnel. Il est également question d'un régime de retraites « équilibré », autrement dit d'une remise en cause des retraites actuelles.

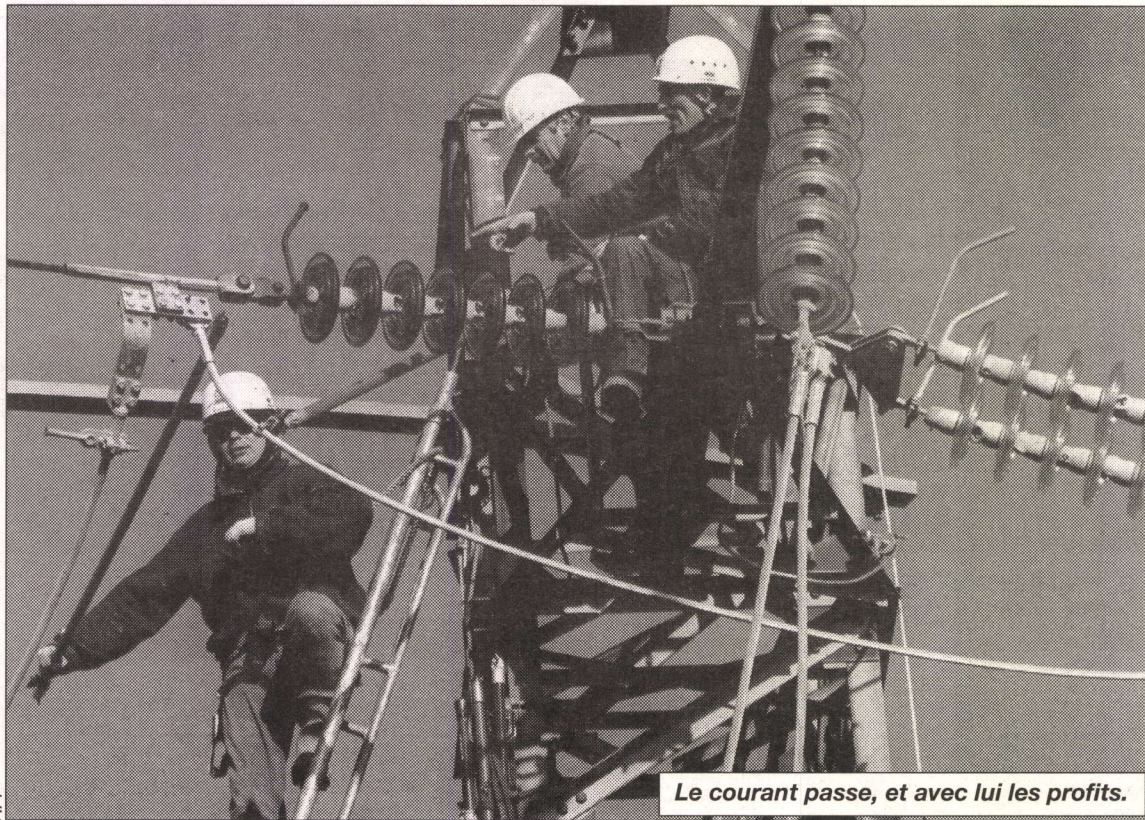
Bref, tout ce que rapporte l'exploitation du personnel d'EDF et d'EDF International ainsi que les tarifs envers les petits usagers (car les gros, eux, restent privilégiés) va permettre à EDF de « faire son marché » à l'étranger. Et encore, EDF va même tenir le panier pour le capital privé...

## ET LA PRIVATISATION D'EDF ?

L'éditorial du *Monde* du 25 janvier comportait ces lignes : « *Concurrence ici, conquête ailleurs : tout concourt pour que l'entreprise publique française soit amenée rapidement à devenir une entreprise normale.* » Et plus loin : « *Tout cela conduit EDF à suivre le chemin tracé par France Télécom : régler le problème du statut, des retraites.* »

*aucun besoin au niveau d'EDF aujourd'hui.* » Et encore, tout dernièrement à Davos, à propos du manque de courant en Californie, ce même Roussely déclarait : « *Cela ne serait pas arrivé si l'on n'avait pas privatisé l'électricité.* » La doctrine officielle est donc claire : on ne remet pas en cause EDF pour le moment, et cela en principe, pour la durée du contrat à venir, c'est-à-dire trois ans. Mais on privatise, au moins partiellement, tout autour ! Ainsi Gaz de France (entité aujourd'hui distincte d'EDF) devrait connaître une ouverture du capital au privé et un changement de statut... après les élections municipales. La CNR, la Compagnie Nationale du Rhône, est en passe d'être « associée » au privé (contre, il faut le reconnaître, la volonté d'EDF, qui aurait souhaité récupérer la CNR). Et c'est maintenant le tour d'EDF International.

Après ces ballons d'essai, il ne restera plus qu'EDF, le très gros morceau... et trois ans c'est vite passé ! Et la campagne



Le courant passe, et avec lui les profits.

capitaux privés. Ce qui revient à une privatisation partielle d'EDF International.

Evidemment, EDF pourra moins que jamais améliorer comme il conviendrait ses installations en France, et baisser ses tarifs grand public. D'ailleurs EDF a annoncé récemment que c'en était fini de la baisse des tarifs des années précédentes.

En outre, pour obtenir toujours davantage de capitaux, EDF veut « améliorer » la rentabilité de l'entreprise, c'est-à-dire faire travailler toujours

Evidemment ce genre de campagne, car c'en est une, provoque l'émotion du personnel.

Pourtant, officiellement, il n'est pas question de privatiser EDF, ni même d'ouvrir son capital. Le PDG d'EDF Roussely et le ministre de l'Industrie Christian Pierret le réaffirment à l'occasion.

En juillet 1998 Pierret parlait de « *la privatisation, même partielle, que j'exclus absolument.* ». Et Roussely disait en mars 1999 : « *On peut parler de prises de participation dans les filiales (...) mais nous n'éprouvons*

de presse pour y préparer l'opinion ainsi que le personnel, elle, se poursuit.

L'éventuelle privatisation d'EDF serait la victoire du privé sur le secteur public. Mais le public lui-même, c'est-à-dire le personnel et les usagers, auraient sans doute alors leur mot à dire. Et après tout, si le privé s'y prend avec prudence et contourne la difficulté, c'est aussi parce qu'il craint les réactions et qu'il sait qu'il est loin d'avoir gagné la partie.

André VICTOR

## ALERTEZ LES BÉBÉS !

Lundi 29 janvier se sont ouverts les premiers états généraux des puéricultrices. Au nombre de 15000, celles-ci étaient – jusqu'à très récemment – seules autorisées à diriger une crèche, étant donné leur spécialisation professionnelle et médicale dans le domaine de la petite enfance.

Or un décret paru en plein mois d'août – quand il y a le moins de risque, bien sûr, que cela soit remarqué – restreint cette obligation légale aux seules crèches de 40 places et plus. Désormais, au lieu d'une puéricultrice ou d'un médecin, la direction des plus petites structures pourra être confiée à une infirmière ou à un éducateur de jeunes enfants.

Bien sûr, ce qui est en cause, ce ne sont pas la qualification et le dévouement de ces derniers, mais le fait que le gouvernement a encore une fois choisi de rogner sur les coûts en personnel d'un service social, d'ailleurs bien insuffisant en offre et en nombre.

Une puéricultrice est une infirmière qui a fait une année supplémentaire de spécialisation, et c'est de cette année-là que le ministère veut faire l'économie. Ou plutôt dont il veut faire supporter le poids de l'économie aux tout-petits et à leurs parents.

« *Si l'on manque de pilotes, fait-on appel pour autant dans les avions aux conducteurs de train ?* », ironise la présidente de l'Association nationale des puéricultrices. Et c'est bien là le problème.

Au lieu de débloquer les fonds pour former des puéricultrices en nombre suffisant, pour les employer avec un salaire décent en ouvrant des crèches partout où il en manque, et avec assez de personnel pour qu'elles fonctionnent correctement (ce qui suppose aussi d'embaucher des médecins, des infirmières, du personnel de service, etc.), le gouvernement agit là comme il le fait dans tous les services publics : il procède à des économies révolutionnaires de bouts... de choux.

P.L.



Danone

# LES TRAVAILLEURS DE LU DÉCIDÉS À NE PAS SE LAISSER FAIRE

Comme beaucoup de travailleurs qui ont massivement manifesté le 25 janvier pour montrer leur colère contre le projet du Medef à propos de la retraite, ceux des établissements LU n'ont pas été en reste. A Paris, Château-Thierry, Besançon, Bordeaux, Toulouse, etc., ils ont largement participé aux différentes actions entreprises.

A Paris, environ une centaine de « P'tits LU » de Ris-Orangis ont pris part à la manifestation, installés en tête de cortège, pas très loin des directions des différentes centrales syndicales. Ils ont scandé des slogans du genre « Medef, Danone, même combat... Medef, Danone, voleurs ! », qui ont été repris en chœur par le public rassemblé le long du parcours, signe de la sympathie dont les travailleurs de LU bénéficient auprès de l'opinion, alors que, paradoxalement, ces mêmes slogans indisposaient les différents dirigeants syndicaux.

Le jour même de la manifestation, Frank Riboud, le PDG de Danone, a enfin décidé de jeter bas le masque, pourrait-on dire. En effet,

après moult hésitations, retournements et démentis suite à l'article du journal *Le Monde* à propos de la décision du groupe de fermer dix usines dans la branche biscuit, Frank Riboud lève enfin le voile sur ses intentions : dans une interview accordée au *Figaro*, il confirme le projet de fermeture des dites usines, sans donner de précisions ni sur les sites concernés ni sur un calendrier précis. Il laisse tout simplement entendre que ce projet s'étalerait sur trois ou quatre ans.

Cette décision, toujours selon Frank Riboud, serait la conséquence d'une nécessité de restructuration du Groupe Danone, notamment face à la concurrence des holdings rivaux, Nabisco, United Biscuits, etc. ; les mêmes groupes, signalons-le, auxquels il a acheté l'essentiel de ses usines de biscuit, dont Nabisco Europe, en 1990, pour 16 milliards de francs. Par conséquent, il déclare froidement : « Mon devoir d'entrepreneur est donc d'avoir un outil industriel compétitif », justifiant ainsi ses intentions de supprimer 3 000 emplois au niveau du groupe.

Dans la même interview, le PDG de Danone s'est prétentieusement présenté comme « le garant du modèle social du

groupe ». Il déclare que « le groupe n'a pas changé » et que sa politique est « de ne pas laisser quelqu'un seul face à son problème d'emploi ».

Après ces déclarations, en dépit du flou que la direction de Danone laisse planer sur les sites concernés et le calendrier de fermeture de ceux-ci, les choses sont enfin claires quant à ses intentions ! Quant à la prétendue politique sociale du groupe, Frank Riboud a beau vouloir se faire passer pour un grand seigneur à moindres

frais, il ne peut tromper personne. Ce qu'est le Groupe Danone et sa politique sociale, les travailleurs le savent mieux que quiconque : ce sont les bas salaires, des conditions de travail indignes, la surexploitation, la précarité, la flexibilité, les licenciements, etc. Frank Riboud n'en parle pas, mais c'est quotidiennement que les travailleurs du groupe qu'il dirige les vivent !

Reste que Frank Riboud a confirmé son intention de fermer des usines et de réduire les

effectifs dans la branche biscuit. Mais là aussi, il n'est écrit nulle part que les choses doivent se faire selon l'humeur et la volonté du PDG et des actionnaires de Danone. Face aux intentions criminelles de ces gens-là, les travailleurs de Danone sont décidés à ne pas se laisser faire. Et ils ont raison. S'ils se mobilisent, tous les sites unis, et se défendent collectivement, ils ont entre leurs mains des atouts importants pour faire ravalier leur sombre projet à ces prédateurs.



## Mines de potasse d'Alsace - Mulhouse

### LES MINEURS S'ADRESSENT AUX TRAVAILLEURS DE PEUGEOT

Vendredi 26 janvier, les mineurs des MDPA (Mines de Potasse d'Alsace) étaient en action pour la défense de leur retraite. Une partie d'entre eux, environ 200, risquent de perdre leur droit à la retraite à 50 ans avec la fermeture des mines.

A 80 voitures, à midi, ils ont fait une opération escargot sur l'autoroute qui traverse Mulhouse. Puis, arrivés sur la bretelle d'autoroute qui dessert une des deux portes de Peugeot, par laquelle passent 2 000 personnes de l'équipe d'après-midi, ils ont ralenti l'entrée de l'équipe en diffusant un tract et en prenant la parole dans les bus pour expliquer leur problème et souligner

les intérêts communs qu'ils ont avec tous les travailleurs.

L'accueil était chaleureux, d'abord parce que c'était le lendemain des grosses manifestations pour la défense des retraites que tout le monde soutenait, ensuite parce que c'est toujours agréable d'arriver en retard au travail à cause d'une bonne causette avec des grévistes !

La production à l'usine Peugeot a démarré avec 15 ou 25 minutes de retard selon les endroits et, toute l'après-midi, les mineurs et les retraités étaient de toutes les conversations.

Correspondant LO

## La Poste - Le Bourget TIM

### LES INTÉRIMAIRES ONT FAIT GRÈVE

Le centre de tri postal du Bourget (93) a connu une grève, du mercredi 24 au vendredi 26 janvier. La revendication principale était la requalification en CDI des contrats des 40 intérimaires menacés de « fin de mission ». En effet, il ne s'agit pas d'intérimaires ayant travaillé durant un ou deux contrats pour un surcroît temporaire d'activité et s'attendant d'avance à changer de travail. La plupart des 40 jeunes embauchés en intérim ont au contraire signé contrat sur contrat, jusqu'à plus de 40 à la suite !

C'est la nouvelle mode à La Poste. Après avoir plus ou moins cessé d'embaucher des fonctionnaires, elle s'est d'abord mise à embaucher des postiers en CDI, et maintenant elle embauche des postiers « intérimaires », qui en fait font le même travail que les autres, sont seuls sur les machines, forment seuls les nouveaux arrivés mais ne sont pas sûrs d'avoir un travail plus de quinze jours. Tout cela est illégal. Mais La Poste

s'en moque. Car même en cas de recours devant le conseil des Prud'hommes, même condamnée, La Poste gagne : un patron n'est pas obligé de réintégrer un salarié injustement mis à la porte (à part les responsables syndicaux ou les femmes enceintes). Elle est belle, la Loi !

La Poste Courier International, ayant perdu du trafic au profit d'entreprises concurrentes, se retrouvant avec des postiers CDI sans travail, veut se débarrasser de ses postiers intérimaires. Au centre du Bourget TIM, la majorité des agents CDI des brigades du soir ont donc débrayé à partir de mercredi 24 janvier à l'appel de la section CGT, entraînant les agents intérimaires le jeudi et le vendredi.

Pour tous ces jeunes intérimaires de 22 ans en moyenne, faire grève semblait impossible quelques jours auparavant. Impossible, du fait de la pression des chefs et des agences d'intérim : tout ce beau monde multipliait les menaces et expliquait

que les intérimaires n'avaient pas le droit de grève. « Faire grève c'est rompre le contrat de travail », « Si vous faites grève, c'est fin de mission le jour même »... Pourtant tous les travailleurs ont le droit de grève. Et lorsque les intérimaires ont décidé la grève, la direction a vu l'ampleur du désespoir et de la révolte en cours : malgré toutes les menaces, l'idée était qu'il n'y avait plus rien à perdre.

Des contacts ont été pris avec des agents d'autres centres, la presse a commencé à se faire l'écho de la grève... La direction a vu que la situation devenait compliquée. Le vendredi soir, le chef de centre a été muté et la direction a téléphoné aux agences d'intérim Adecco, Manpower, et Crit pour leur dire qu'aucune fin de mission n'était programmée et que tous les dossiers allaient être remis à plat...

D'après la CGT intérimaires, c'était la première grève d'intérimaires dans la Fonction publique. Si c'est vrai, il est sûr que cela ne sera certainement pas la dernière.



# Capitaines d'Avril de Maria de Medeiros

Reconstitution du 25 avril 1974, jour du déclenchement à Lisbonne de la «révolution des œillets», ce film présente les vingt-quatre heures qui virent, au Portugal, la fin de presque un demi-siècle de dictature salazariste. Le principal héros est un personnage historique, le capitaine Maia, qui avec un escadron de blindés mit le régime à bas et captura le gouvernement. Les autres personnages, militaires ou civils, peints dans le détail ou simplement esquissés, sont imaginaires mais pleins de vérité.

Comme le titre l'indique, le point de vue est celui des capitaines, de ces officiers en début de carrière sur qui, à l'armée, retombe tout le sale boulot. C'est leur rôle dans les guerres africaines qui a fini par les révolter. On voit en détail la réalisation de leur coup d'Etat : prise du pouvoir dans une caserne, marche sur le centre de la capitale, prise de la radio, prise des ministères, confrontation avec les troupes gouvernementales qui passent du côté de la rébellion, reddition du chef du gouvernement, libération des prisonniers politiques.

Mais à côté des problèmes des capitaines, on voit aussi ceux des simples soldats et de la population civile : la peur de partir pour la guerre, la misère, le sous-développement du pays, la répression de la police politique (la PIDE), l'opposition politique des groupuscules gauchistes et celle du PS et du PC, qui ont bien peu de présence réelle.

Et surtout, Maria de Medeiros montre l'explosion populaire

déclenchée par le putsch des capitaines, dans des scènes de foule qui rappellent les photos et reportages d'époque. Bien sûr cette mobilisation populaire n'en est alors qu'à ses débuts et le but du film n'est pas de faire une histoire de toute la période d'effervescence qui a suivi, d'avril 1974 à novembre 1975 et au-delà.

Il reste que les événements et certaines réflexions des personnages constituent des jalons pour la suite. Lorsque les jeunes capitaines doivent passer par le général Spínola pour négocier avec le chef du régime, Caetano, soucieux que «le pouvoir ne tombe pas dans la rue», Maia a beau dire que le pouvoir y est déjà, dans la rue : on pressent avec lui que Spínola et la caste des généraux n'ont pas pour seul but la liberté et le bien-être du peuple...

Le film se termine sur une note désenchantée : dans les années qui suivent, le héros meurt, les autres se recasent, qui à gauche, qui à droite. Mais il reste cette formidable explosion populaire involontairement déclenchée par les jeunes capitaines. Cette explosion, même si la bourgeoisie et les politiciens à son service ont réussi cette fois encore à la limiter et à la maintenir dans les limites du pouvoir bourgeois, permet d'imaginer que d'autres explosions sont possibles. Vingt-six ans après, les événements du 25 avril 1974 au Portugal donnent ainsi des raisons d'espérer.

Vincent GELAS



# Les jours sombres de Fey Von Hassell

le destin exceptionnel  
d'une Allemande antinazie

Née dans une famille très aisée de l'aristocratie allemande, d'un père qui occupa, entre autres fonctions, celle d'ambassadeur d'Allemagne en Italie, Fey von Hassell fut, ainsi qu'elle le raconte dans ses Mémoires, une petite fille vive et choyée. Elle connut les institutions pour jeunes filles de bonnes et riches familles, les bals pour débutantes, une vie dorée sans souci matériel et dans laquelle le petit peuple n'existait que comme domestiques et paysans métayers, fidèles, dévoués et traités avec paternalisme. Et quand, jeune encore, elle se maria avec un bel aristocrate italien que ses parents ne lui avaient pas choisi, ce fut là sa seule «révolte», son seul combat victorieux contre les conventions de son milieu !

Dans ce milieu privilégié, lorsque les nazis prirent le pouvoir, on leur sut gré de mettre au pas les communistes, mais leur balourdise fit sourire et leur brutalité irrita. Et puis ils exagéraient en persécutant les Juifs, dont certains étaient charmants, cultivés et appartenaient à de très bonnes familles allemandes ! Voici ce que Fey von Hassell appelle l'anti-nazisme de son père.

Les revers de l'armée allemande sur le front russe, en Libye puis en Italie, convainquirent un groupe d'officiers supérieurs et de notables de la nécessité d'éliminer Hitler afin d'obtenir une paix honorable avec les Alliés et afin d'épargner à l'Allemagne -d'abord à sa classe dirigeante- une défaite désastreuse. Le père de Fey von Hassell, convaincu de conspiration et de complicité dans la préparation de l'attentat manqué du 20 juillet 1944 contre Hitler, fut arrêté, condamné à mort et exécuté. Comme tous les membres des familles des conjurés, elle-même fut incarcérée puis dirigée vers un camp de concentration.

Le monde bascula alors et le cocon doré fut brisé. Fey découvrit ce qu'elle n'avait jamais même imaginé : l'incertitude du lendemain, le manque de nourriture et de chauffage, la promiscuité, les humiliations. Pourtant, détenue avec les membres des familles des conjurés du 20 juillet ainsi qu'avec quelques personnalités de marque comme Léon Blum, ancien Premier ministre du Front populaire en France, le neveu de Molotov, ministre de Staline, ou Fritz Thyssen, le baron allemand de l'acier, le pire de la vie des camps lui fut épargné. Elle survécut et sut témoigner.

Elle fut transférée d'un camp à un autre lorsque les SS fuirent devant



l'Armée rouge en emmenant leurs prisonniers. Elle traversa les villes allemandes en flammes, écrasées sous les bombes. Par la lucarne d'un wagon de marchandises, elle aperçut des files de femmes, marchant dans la neige avec leurs enfants, tirant dans des voitures à bras ce qu'elles avaient pu sauver, et tentant de fuir la zone des combats.

Par-delà ses préjugés de caste et les œillères de son éducation, Fey von Hassell décrit avec beaucoup d'émotion et d'humanité toutes les détresses auxquelles elle a assisté. Elle montre aussi, à l'encontre de ses propres idées parfois, combien le capitalisme générateur de tant de barbarie n'épargne personne, pas même parfois les plus privilégiés.

Alain VALLER

Les jours sombres, Le destin exceptionnel d'une Allemande antinazie, de Fey von Hassell, Editions J'ai Lu, 413 pages, 48 francs.

## Paroles de prolétaires

Réponse des travailleurs eux-mêmes à ceux qui prétendent que la classe ouvrière n'existe plus  
Éditions Plon, 224 pages

Envoi contre 75 F en chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière envoyé à :

Lutte Ouvrière  
BP 233  
75865 PARIS CEDEX 18



Inde

# CATASTROPHE NATURELLE, INCURIE GOUVERNEMENTALE ET PROFITS MEURTRIERS

Le tremblement de terre qui a touché le nord-ouest de l'Inde, le 26 janvier, a été des plus violents. Les secousses ont été ressenties jusqu'au Pakistan et au Népal. Bilan provisoire de cette catastrophe, la plus grave que l'Inde ait connue depuis un demi-siècle : 20 000 à 30 000 morts, des milliers de blessés, des centaines de milliers de sans-abri, des villes et des villages littéralement rayés de la carte.

L'Etat du Gujarat, qui borde la mer d'Oman, l'un des plus industrialisés de la péninsule, a été frappé de plein fouet par le séisme. La destruction des routes et des ponts freine l'arrivée des secours, tandis que l'aide nationale et internationale tarde à se mettre en place. Celle-ci se révèle d'ores et déjà insuffisante eu égard à l'ampleur de la catastrophe. Les moyens matériels manquent pour venir en aide aux victimes. Dans certains quartiers, bénévoles et pompiers volontaires dégagent à mains nues les survivants des décombres. Les populations des villages proches de l'épicentre du séisme, entièrement détruits, se débrouillent avec les moyens du bord et n'ont toujours pas vu le moindre sauveteur. Des hôpitaux de campagne s'installent à même les rues des villes sinistrées. Des centaines de milliers de personnes s'entassent dans des campements de fortune et vivent dehors, de crainte de nouvelles secousses. Manque d'eau, de médicaments et de nourriture laissent présager le pire : le développement des épidémies. Par centaines, les cadavres sont brûlés.

Face à l'ampleur de la catastrophe matérielle et humaine qui touche la région de Gujarat, de nombreuses voix s'élèvent pour condamner le manque de rapidité et la mauvaise organisation des secours, l'incurie des pouvoirs publics incapables de gérer dans l'urgence ce genre de situation, et pour dénoncer la course effrénée au pro-



fit des promoteurs immobiliers qui ont construit à tout-va dans la région. Autant de faits qui ont aggravé – et aggravent encore – les conséquences humaines et sociales du tremblement de terre.

Les constructions de ces dernières années dans l'Etat du Gujarat ont été réalisées en dépit du bon sens : immeubles sans fondations ou à trois murs extérieurs (le quatrième étant celui de l'édifice voisin) ; absence d'armatures métalliques, et sable à la place du ciment dans le

béton. Ce qui a eu pour conséquence de fragiliser les édifices. A la moindre secousse, le tout s'écroule en quelques secondes comme un château de cartes, prenant au piège la population. A Ahmadabad, par exemple, il n'est pas une construction de moins de trois ans qui ait résisté au tremblement de terre, tandis que les vieilles maisons en bois n'ont presque pas bougé ! « Ce ne sont pas les tremblements de terre qui tuent les gens, mais les immeubles », affirmait un pompier volontaire venu por-

ter secours. « Les entrepreneurs sont des criminels, c'est la loi du profit qui l'emporte sur la vie humaine », confirmait avec colère un habitant sinistré.

Il existe bien une législation antisismique en Inde... sur le papier ! Elle n'est pratiquement jamais appliquée. La corruption endémique qui existe dans la péninsule est l'un des moyens les plus sûrs pour contourner la législation. Elle permet de soudoyer les notables locaux, d'acheter des certificats de complai-

sance, autorisant ainsi tous les abus en matière de construction. Même si la région du Gujarat où a eu lieu le tremblement de terre n'est pas une région à très haut risque sismique, on sait que le risque existe et qu'il est récurrent sur une grande partie du sous-continent indien, compte tenu de la position géographique de ce dernier.

L'Inde n'est pas, loin s'en faut, l'un des Etats les plus riches de la planète, mais son gouvernement aurait des moyens pour pallier ne serait-ce qu'en partie les conséquences de ce type de catastrophe, lui qui a entretenu pendant des années une guerre coûteuse au Cachemire. Par exemple, en commençant par faire respecter la législation antisismique en matière de construction, en formant la population aux risques et aux premiers secours (comme cela se fait déjà dans d'autres pays), tout en se préparant réellement à intervenir le cas échéant. Cela aurait pu sauver bien des vies humaines, mais c'est là le cadet de ses soucis. Quant aux grandes puissances, elles auraient certainement encore plus de moyens de porter secours rapidement à des populations sinistrées, elles qui entretiennent en permanence de coûteuses armées capables d'intervenir très rapidement en n'importe quel point du monde pour protéger les intérêts impérialistes, en se cachant même parfois derrière des prétextes « humanitaires ».

Mais quand un tremblement de terre ou une quelconque catastrophe naturelle rendrait indispensable une intervention rapide, nombreuse et efficace, pour de réelles raisons humanitaires, pour sauver vraiment des vies humaines, lesdites puissances – dont la France – se limitent à envoyer des contingents symboliques de quelques dizaines d'hommes... en faisant il est vrai un grand bruit pour que cela se sache.

René CYRILLE